

ENSEMBLE



Das Magazin der
Reformierten Kirchen
Bern-Jura-Solothurn

*Le Magazine des
Eglises réformées
Berne-Jura-Soleure*

Die Synode – Grundlegendes Element für die Einheit

Le Synode – Un élément essentiel pour l'unité



4 DOSSIER

Le Synode

Die Synode

- 4 Un élément essentiel pour l'unité
Grundlegendes Element für die Einheit
- 10 Interview: «Ausdruck des Priestertums aller Gläubigen»
Interview: «Expression du sacerdoce universel»
- 14 Le Synode jurassien: La voix des francophones
- 15 Portrait Sylvie Robert-Roth: Un long engagement
- 16 Porträt Elin Egger: «Ich springe ins kalte Wasser»

17 FOKUS

Aktuelles aus Bern-Jura-Solothurn

FOCUS Actualités de Berne-Jura-Soleure

28 KREUZ UND QUER

Aus den Bezirken, Kirchgemeinden und dem Haus der Kirche

DE LONG EN LARGE Régions, paroisses et Maison de l'Eglise

33 KURZ UND BÜNDIG

Kreisschreiben des Synodalrats

EN BREF Circulaire du Conseil synodal

35 SCHAUFENSTER

VITRINE

IMPRESSUM

ENSEMBLE – Magazin für Mitarbeitende, ehrenamtliche und engagierte Mitglieder der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Magazine pour les membres engagés, collaborateurs et bénévoles des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure – **Herausgeberin / Editeur:** Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Eglises réformées Berne-Jura-Soleure / Altenbergstrasse 66, Postfach / Case postale, 3000 Bern 22, ENSEMBLE@refbejuso.ch (auch für Abbestellungen)

Erscheinungsweise / Parution: 10-mal pro Jahr / 10 fois par année – **Auflage / Tirage:** 5500 – **Nächste Ausgabe / Prochaine parution:** Ende November / fin novembre

Redaktion / Rédaction: Adrian Hauser (verantwortlich / responsable), Nathalie Ogi (rédactrice), Daria Lehmann (Journalistin), Gerlind Martin (Journalistin), Adam Moubtassim (Assistenz und Sekretariat), Karin Freiburghaus (Kreisschreiben), Kirchliche Bibliotheken (Schaufenster), Tony Marchand (Cartoon), Ueli Frutiger (Layout) – **Übersetzungen / Traductions:** André Carruzzo, Rolf Hubler (Deutsch), Antoinette Prince, Gabrielle Rivier, Nadya Rohrbach – **Korrektorat / Corrections:** Renate Kinzl – **Titelbild / Image de couverture:** Die Synode an ihrer Wintersession von 2017 / Le Synode durant sa session d'hiver 2017. (Foto: Michael Stahl)

Grafisches Konzept / Concept graphique: Neidhart Grafik, Klösterlistutz 18, 3013 Bern – **Inhaltliches Konzept und Beratung / Concept du contenu et conseil:** hpe Kommunikation, Sustenweg 64, 3014 Bern – **Layout / Druck / Impression:** Jost Druck AG, Stationsstrasse 5, Postfach 102, 3626 Hünibach

LIEBE LESERINNEN UND LESER CHÈRE LECTRICE, CHER LECTEUR

Im Dezember tagt die Synode in neuer Zusammensetzung. Zeit für ENSEMBLE, dieses Kirchenparlament einmal etwas genauer unter die Lupe zu nehmen. Welchen Ursprung hat sie? Wie ist sie aufgebaut? Wie funktioniert sie heute?

Die Synode kann mit einem kantonalen Parlament verglichen werden, hat aber trotzdem ihre Eigenheiten. So gibt es beispielsweise unterschiedliche Fraktionen, aber keine Parteien im herkömmlichen Sinn. Es sind vielmehr theologische Interessengruppen, denen sich die 200 Synodalen anschliessen können. In ihnen findet ein Meinungsbildungsprozess statt über die Geschäfte, die in der Synode behandelt werden.

Da wir im Rahmen dieses Heftes nicht alle 200 Synodalen persönlich vorstellen können, haben wir zwei herausgepickt. Zum einen die mit achtzehn Jahren jüngste Synodale, Elin Egger aus Bern, die im Dezember ihr Amt frisch antreten wird. Im Porträt erzählt sie, wie sie dazu kam und welche Erwartungen sie damit verbindet. An einem ganz anderen Punkt steht Sylvie Robert-Roth. Seit ganzen zehn Jahren nimmt sie schon an den Versammlungen in Bern teil, seit vierzehn Jahren ist sie Mitglied der jurassischen Synode. Damit ist sie eine von jenen, die am längsten mit dabei sind. Ihr Engagement betrachtet sie als willkommenen Ausgleich in ihrem Leben.

Schliesslich machten wir auch noch einen Exkurs in die Geschichte. Martin Sallmann, Professor für Neuere Geschichte des Christentums und Konfessionskunde an der Universität Bern, erklärt, wie sich die Synode im Laufe der Jahrhunderte verändert hat und inwiefern sie in die Gesellschaft hineinwirkt. Fazit: Die Synode hat durchaus ein gewisses Gewicht – nicht nur innerhalb der Kirche!

F En décembre, le Synode siègera dans sa nouvelle composition. Il est temps pour ENSEMBLE d'examiner de plus près ce parlement ecclésiastique. Quelle est son origine? Comment est-il structuré? Comment fonctionne-t-il aujourd'hui?

Le Synode peut être comparé à un parlement cantonal, mais il conserve ses particularités. Par exemple, il est composé de différents groupes politiques, mais d'aucun parti au sens traditionnel du terme. Il s'agit plutôt de groupes d'intérêts théologiques auxquels les 200 membres du Synode peuvent se rattacher. En leur sein se déroule un processus de formation de l'opinion sur les affaires qui seront traitées au Synode.

Comme il ne nous est pas possible de présenter chacun des 200 membres du Synode dans ce numéro, nous en avons choisi deux. La plus jeune s'appelle Elin Egger et vient de Berne. Elle est âgée de 18 ans, et entrera en fonction en décembre. Dans son portrait, elle raconte comment elle en est arrivée là et ce qu'elle attend de cette assemblée. Sylvie Robert-Roth en est à un tout autre stade. Elle participe à des réunions à Berne depuis 10 ans et est membre du Synode jurassien depuis 14 ans. Cela fait d'elle l'une des plus anciennes déléguées au Synode. Elle voit son engagement comme apportant un équilibre bienvenu dans sa vie.

Finalement, nous avons fait une excursion dans l'histoire. Martin Sallmann, professeur d'histoire moderne du christianisme et d'études confessionnelles à l'Université de Berne, explique comment le Synode a évolué au cours des siècles et comment il a affecté la société. Conclusion: Le Synode pèse un certain poids – et pas seulement dans l'Eglise!



Wir wünschen Ihnen eine synodale Lektüre
Nous vous souhaitons une lecture synodale

Adrian Hauser, verantwortlicher Redaktor/
réducteur responsable

UN ÉLÉMENT ESSENTIEL POUR L'UNITÉ

LE SYNODE

GRUNDLEGENDES ELEMENT FÜR DIE EINHEIT

DIE SYNODE

Les 200 membres du Synode se rassemblent en décembre prochain pour leur session d'hiver à Berne. Organe législatif des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, cette assemblée joue un rôle très important au sein de l'institution. ENSEMBLE s'est penché sur la question.

Par Nathalie Ogi

Si tout le monde a entendu parler du Synode, son rôle n'est pas forcément clair pour tout un chacun. Par définition, il est la représentation suprême et l'organe législatif de l'Union synodale. Etant donné que les Eglises réformées sont organisées d'une manière presbytéro-synodale, le Synode est essentiel pour la structure de l'institution. Fondamentalement, c'est cet organe qui assure l'unité de l'Eglise. La création des synodes remonte au début de la Réforme. Ainsi, le «Synodus bernois» demeure essentiel pour l'histoire de l'Eglise. D'ailleurs, la Constitution de Refbejusso fait encore explicitement référence au «Synodus bernois» du 9 janvier 1532. Jusqu'au 19^e siècle, ce «parlement» était une assemblée délibérative d'ecclésiastiques. Ce n'est que plus tard, sous l'influence du libéralisme, qu'il est devenu un «parlement ecclésiastique» ouvert aux laïcs. Au niveau de son organisation, le Synode peut être comparé à un parlement cantonal. Mais ce modèle d'assemblée particulier ne repose pas sur un simple transfert de pensée démocratique: le Synode n'est pas fondé sur la «souveraineté populaire», mais constitue surtout la plateforme principale de discussion au sein de l'Eglise. Sachant que la conviction religieuse n'est que l'une des nombreuses manières de vivre la foi, il est indispensable de mener constamment des



discours sur les questions théologiques. Et le Synode est justement le lieu privilégié de ces discussions.

Membres et compétences

Les 200 membres du parlement de l'Eglise portent le titre de députées et députés et sont élus pour quatre ans, selon une clé de répartition régionale: en principe, 197 sièges sont répartis entre les cercles électoraux proportionnellement au nombre de membres de chaque arrondissement par rapport au nombre total des membres. De plus, l'Eglise réformée évangélique du canton du Jura envoie trois députés selon les conventions de 1979/1980. Ces trois députés sont élus par l'Assemblée de l'Eglise. Les autres députés sont élus soit par les préfets (en cas d'élection tacite), soit par les assemblées de paroisse dans l'arrondissement concerné (en cas de procédure électorale ordi-

naire). Ils sont en principe proposés par les paroisses. Le Synode décidera d'ailleurs cet hiver si, à partir de l'année 2020, les arrondissements devraient reprendre certaines fonctions. L'adoption du budget et des comptes annuels est de la compétence du Synode. Celui-ci élit aussi l'exécutif de l'Eglise: la présidente ou le président du Conseil synodal (fonction à plein temps) ainsi que 6 membres du Conseil synodal (fonction à temps partiel). Le Synode des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure est lié à la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) et aux autres Eglises cantonales. Le Synode élit également les neuf représentantes et représentants de l'Union synodale au sein de l'Assemblée des délégués de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, dont trois sur présentation du Conseil synodal. Avec la nouvelle constitution de la FEPS, Refbejuso disposera de 14 délégués.

L'adoption du budget et des comptes annuels relève de la compétence du Synode.

Die Verabschiedung des Budgets und der Jahresrechnung liegt in der Kompetenz der Synode.



Répartition des sièges

Il appartient à chaque arrondissement d'arrêter la répartition des sièges au Synode dans son règlement d'organisation. Les arrondissements doivent fixer le nombre de sièges de leurs paroisses de manière à avoir une représentation équilibrée de l'arrondissement au Synode. Ce sont donc les arrondissements – et non l'Eglise nationale – qui définissent quelles paroisses devraient avoir deux députés au Synode. L'arrondissement ecclésiastique de Berne-Ville est identique à la paroisse générale de Berne et envoie 18 députés. La paroisse française de Bienne fait partie de l'arrondissement du Jura, tandis que la «Deutschsprachige Kirchgemeinde Biel» appartient à l'arrondissement ecclésiastique du Seeland. Dès lors, la paroisse générale de Biel/Bienne peut envoyer environ 9 députés pour Biel/Bienne et Evillard. Selon le droit bernois, toute personne âgée de dix-huit ans révolus et qui est domiciliée depuis trois mois dans une paroisse évangélique-réformée du canton de Berne est éligible. Le droit de cité suisse n'est pas une condition à l'éligibilité.

Les fractions

Le Synode est structuré en six fractions, qui représentent diverses sensibilités en matière théologique ou de politique ecclésiale. On compte ainsi la Fraction des positifs, celle des indépendants, le Groupe Synode ouvert (GSO), la Fraction jurassienne, la Fraction du centre et la Fraction libérale. En principe, chaque fraction est issue d'un mouvement spirituel différent. On y trouve ainsi



© Michael Stahl



© Adrian Hauser

*Das Synodebüro.
Le bureau
du Synode.*

des membres de l'Eglise qui se reposent sur la confiance en Dieu et qui accordent une importance primordiale à la proclamation de la Bible. D'autres croient que l'Evangile vaut pour tous les domaines de la vie publique et privée et plongent leurs racines dans les écrits de théologiens d'inspiration sociale comme Hermann Kutter ou Leonhard Ragaz, et dans la théologie dialectique de Karl Barth. Certains conçoivent l'Eglise et la société comme faisant partie d'un monde globalisé et veulent tenir compte dans leurs actes du point

de vue des victimes et des perdants. D'autres encore s'appuient sur le principe de foi de la Bible «Quant au fondement, nul ne peut en poser un autre que celui qui est en place: Jésus Christ». Ces derniers veulent intervenir comme médiateurs et jeter des ponts entre les conservateurs et les libéraux. Pour leur part, les libéraux se réfèrent comme «la théologie libérale à l'idéologie des Lumières». Ils mettent au centre de leur pensée et de leur action le message et la proclamation de Jésus et de l'ensemble de la Bible. Ils s'engagent également pour une Eglise populaire, ouverte et démocratique offrant une place à des sensibilités différentes en matière de foi. Ils adoptent une attitude critique face aux tendances centralisatrices et bureaucratiques de l'Eglise. La Fraction jurassienne est un cas à part: elle représente une région et s'engage pour que le bilinguisme de Refbejuso soit une réalité vivante. Contrairement aux autres fractions, elle ne représente pas une orientation théologique déterminée. Une fraction se compose d'au moins dix membres du Synode. Il n'existe pas de prescriptions juridiques concernant les membres et c'est la raison pour laquelle le nombre



Die Synode ist wichtigste Diskussionsplattform innerhalb der Kirche.

Le Synode est la plus importante plate-forme de discussion au sein de l'Eglise.

des membres de la fraction peut changer. Une fois élu, le député ou la députée rejoint ou non une fraction. Les députées et députés se forment une opinion lors des réunions préparatoires des fractions, lesquelles jouent donc un rôle essentiel dans la prise de décision. A noter que le Synode diffère toutefois d'un parlement cantonal en ce sens qu'il n'existe pas de partis politiques qui portent des candidates et candidats à l'élection.

D Die 200 Mitglieder der Synode werden im Dezember für ihre Wintersession in Bern zusammenkommen. Als gesetzgebendes Organ der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn ist dieses Organ sehr wichtig.

Von Nathalie Ogi

Zwar haben alle schon einmal von der Synode gehört, aber deren Rolle ist nicht wirklich allen klar. Per Definition ist die Synode das oberste Gremium

und das gesetzgebende Organ des Synodalverbands. Da die reformierten Kirchen presbyterial-synodal organisiert sind, ist die Synode für deren Struktur zentral. Eigentlich ist es dieses Organ, das die Einheit der Kirche sicherstellt. Die Gründung von Synoden geht zurück bis zum Anfang der Reformation. Der «Berner Synodus» ist und bleibt für die Kirchengeschichte wegweisend. Übrigens verweist die Verfassung der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn explizit auf den «Berner Synodus» vom 9. Januar 1532. Bis ins 19. Jahrhundert war dieses «Parlament» eine beschlussfassende Versammlung von Pfarrern. Erst später wurde es unter dem Einfluss des Liberalismus zu einem «kirchlichen Parlament», das auch Laien offensteht. Was seine Funktionsweise angeht, kann die Synode mit einem kantonalen Parlament verglichen werden. Das besondere Versammlungsmodell beruht allerdings nicht auf einem einfachen Transfer von demokratischem Verständnis: Die Synode basiert nicht auf der «Volkssouveränität», sie ist vielmehr die wichtigste Diskussionsplattform innerhalb der Kirche. Im Wissen, dass der religiöse Glaube nur eine von



© Imagopress/Patrick Lüthy

Die Sessionen finden im Berner Rathaus statt.

Les séances auront lieu à l'Hôtel de ville de Berne.

vielen Formen ist, den Glauben zu leben, muss ein stetiger Diskurs über theologische Fragen geführt werden. Und die Synode ist genau der richtige Ort dafür.

Mitglieder und Zuständigkeiten

Die 200 Mitglieder des Kirchenparlaments sind die «Synodalen». Sie werden jeweils für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt. Die Zuteilung von 197 Sitzen auf die Wahlkreise erfolgt entsprechend dem Anteil der in den Bezirken wohnhaften Kirchenmitglieder im Vergleich zum Total der Mitglieder. Der evangelisch-reformierten Kirche des Kantons Jura stehen gemäss Konventionen von 1979/1980 fix drei Sitze zu. Diese drei Synodalen werden von ihrer Versammlung gewählt. Die übrigen Mitglieder werden entweder vom Regierungsstatthalteramt (stille Wahl) oder von den Kirchgemeindeversammlungen im betreffenden Bezirk gewählt (ordentliche Wahl). Im Prinzip werden sie von den Kirchgemeinden vorgeschlagen. Die Synode wird übrigens diesen Winter entscheiden, ob die Bezirke ab 2020 gewisse Funktionen übernehmen sollen. Die Verabschiedung des Budgets und der Jahresrechnung liegt in der Kompetenz der Synode. Letztere wählt auch die Exekutive der Kirche: die Präsidentin oder den Präsidenten des Synodalrats (Vollzeitstelle) sowie die sechs

übrigen Mitglieder des Synodalrats (Teilzeitstellen). Die Synode der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn pflegt die Beziehungen zum Schweizerischen Evangelischen Kirchenbund (SEK) und zu den anderen Kantonalkirchen. Die Synode bestimmt zudem die neun Vertreterinnen und Vertreter des Synodalverbands für die Abgeordnetenversammlung des SEK, drei davon auf Antrag des Synodalrats. Unter der neuen Verfassung des SEK werden die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn über vierzehn Delegierte verfügen.

Aufteilung der Sitze

Es ist Sache jedes Bezirks, die Aufteilung der Sitze in der Synode in seinem jeweiligen Organisationsreglement festzuhalten. Die Bezirke müssen die Anzahl der Sitze ihrer Kirchgemeinden festlegen, und zwar so, dass ihr Bezirk in der Synode ausgewogen vertreten ist. Es sind also die Bezirke – und nicht die Landeskirche –, die definieren, welche Kirchgemeinden über zwei Vertreter in der Synode verfügen sollen. Der Kirchenbezirk Bern-Stadt ist gleichbedeutend mit der Gesamtkirchgemeinde Bern und stellt insgesamt achtzehn Synodale. Die Französischsprachige Kirchgemeinde Biel ist Teil des Bezirks Jura, während die Deutschsprachige Kirchgemeinde Biel zum Kirchenbezirk Seeland gehört. Somit kann die Ge-

samtkirchgemeinde von Biel/Bienne um die neun Synodale für Biel/Bienne und Leubringen/Evilard stellen. In die Synode wählbar sind nach bernischem Recht alle Personen, die das 18. Altersjahr hinter sich haben und seit mindestens drei Monaten in einer evangelisch-reformierten Kirchgemeinde des Kantons Bern wohnhaft sind. Das Schweizer Bürgerrecht ist keine Wahlvoraussetzung.

Fraktionen

Die Synode ist in sechs Fraktionen strukturiert, die unterschiedliche theologische und kirchenpolitische Positionen vertreten: Positive Fraktion, die Unabhängigen, Gruppe Offene Synode (GOS), Jurassische Fraktion, Kirchliche Mitte, Liberale Fraktion. Im Prinzip ist jede Fraktion aus einer unterschiedlichen spirituellen Bewegung hervorgegangen. Man findet in ihnen Kirchenmitglieder, die sich auf das Vertrauen in Gott berufen und der biblischen Verkündigung vorrangige Bedeutung zumessen. Andere wiederum glauben, dass das Evangelium für alle Bereiche des öffentlichen und privaten Lebens gilt. Ihre Wurzeln liegen in den religiös-sozialen Schriften von Hermann Kutter oder Leonhard Ragaz und in der dialektischen Theologie von Karl Barth. Und es gibt jene, welche die Überzeugung vertreten, Kirche und Gesellschaft seien Teil einer globalisierten Welt; sie möchten in ihrem Wirken auf die Opfer und auf die Verliererinnen und Verlierer fokussieren. Eine weitere Fraktion stützt sich auf den Glaubensgrundsatz des Bibelwortes «Das Fundament ist gelegt: Jesus Christus. Niemand kann

ein anderes legen». Diese Fraktion möchte als Vermittlerin zwischen konservativen und liberalen Kräften wirken und Brücken schlagen. Die Liberalen orientieren sich wie die liberale Theologie am Gedankengut der Aufklärung. Im Zentrum des liberalen Denkens und Handelns stehen die Botschaft und Verkündigung Jesu sowie der ganzen Bibel. Sie treten ein für eine offene, demokratische Volkskirche, die Platz lässt für unterschiedliche Glaubensauffassungen, und stehen Tendenzen für einen kirchenamtlichen Zentralismus kritisch gegenüber. Die jurassische Fraktion schliesslich ist ein Sonderfall: Sie vertritt eine Region und engagiert sich dafür, dass die Zweisprachigkeit der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn eine gelebte Realität ist. Anders als die übrigen Fraktionen vertritt sie keine klar umrissene theologische Ausrichtung. Eine Fraktion besteht aus mindestens zehn Mitgliedern der Synode. Es existieren keine rechtlichen Vorschriften bezüglich der Mitglieder. Das ist auch der Grund dafür, dass sich die Anzahl von Mitgliedern einer Fraktion verändern kann. Einmal gewählt, schliesst sich eine Synodale oder ein Synodaler einer Fraktion an oder nicht. Die Synodalen bilden sich anlässlich der vorbereitenden Fraktionssitzungen eine Meinung. Die Fraktionen spielen deshalb eine wichtige Rolle, wenn Entscheide gefällt werden müssen. Es sei aber nochmals darauf hingewiesen, dass sich die Synode doch von einem kantonalen Parlament unterscheidet, und zwar in dem Sinn, dass keine politischen Parteien existieren, die Kandidatinnen und Kandidaten für eine Wahl portieren.

Die Synode ist in sechs Fraktionen strukturiert.

Le Synode est composé de six fractions.



«AUSDRUCK DES PRIESTERTUMS ALLER GLÄUBIGEN»

INTERVIEW

«EXPRESSION DU SACERDOCE UNIVERSEL»

INTERVIEW

Das Konzil, die Synode, hat seit Jahrhunderten die Aufgabe, Fragen der christlichen Lehre und des Lebens verbindlich zu klären. Heute ist sie «Ausdruck des Priestertums aller Gläubigen», sagt Martin Sallmann, Professor für Neuere Geschichte des Christentums und Konfessionskunde an der Universität Bern.

Interview von Gerlind Martin

Welches war die erste Synode in der Religionsgeschichte?

Der Begriff «Synode» stammt vom griechischen «Synodos» ab, was der gemeinsame Weg, die Zusammenkunft heisst. Das entsprechende lateinische Wort ist «concilium». In der altkirchlichen Zeit bezeichneten beide Begriffe die Zusammenkunft der Bischöfe aus unterschiedlichen Gemeinden, um Fragen der Lehre und des Lebens miteinander verbindlich zu klären. Die frühen synodalen Zusammenkünfte waren regional organisiert. Mit der sogenannten konstantinischen Wende im 4. Jahrhundert wurden die Synoden oder Konzile vom Kaiser mit dem Anspruch der Geltung für das ganze Römische Reich einberufen.

Wie entstand die «reformierte» Synode?

Während der frühen Phase der Reformation kam kein Konzil zustande. Das spät einberufene Konzil von Trient, 1545 bis 1563, konnte den Bruch nicht mehr verhindern und wurde zur römisch-katholischen Antwort auf die Reformation. Für die reformierten Stände der Eidgenossenschaft wurden Synoden für die Umsetzung der eingeführten Reformation zentral: Die Pfarerschaft versammelte sich unter der Leitung der weltlichen Obrigkeit,

um über einheitliche Lehre und angemessenes Leben in der Kirche zu verhandeln. In Bern wurde die erste Synode 1530 durchgeführt, 1532 folgte die zweite, die den «Berner Synodus» hervorbrachte. Obwohl die Synoden nicht regelmässig durchgeführt wurden und in Bern im 17. Jahrhundert aufhörten, sind sie zu einem Merkmal der reformierten Kirchen geworden.

Wie wurde aus der Synode der Pfarrer das heutige Kirchenparlament?

Nach der Französischen Revolution wurden im 19. Jahrhundert die Zuordnungen zwischen Staat und Kirche neu ausgehandelt. Die Regeneration brachte Bern 1831 eine liberale Staatsverfassung, die eine Generalsynode mit Abgeordneten aus den kirchlichen Kapiteln vorsah. Allerdings waren nur Pfarrer in das Gremium wählbar. Auch konnte das Gremium keine eigenständigen Beschlüsse herbeiführen, sondern war eng an die Regierung angelehnt, der es als eine Art Kommission für kirchliche Angelegenheiten zuarbeitete. Die neue Berner Staatsverfassung von 1846 sah eine Kirchensynode und ein eigenes Kirchengesetz vor, das 1852 in Kraft trat. Die Synode war jetzt mit Pfarrern und Laien besetzt; sie sollte sich selbständig um die inneren Angelegenheiten der Kirche kümmern, in den äusseren Angelegenheiten hatte sie Antrags- und Vorberatungsrecht. Die Synode war aber kein «Kirchenparlament», sondern ein kirchliches Gremium, das eine geistliche, leitende Funktion für die gesamte Kirche wahrnehmen sollte.

Wie hat sich die Zusammenarbeit von Gelehrten und Laien, von Männern und Frauen entwickelt?

Die Statistik zeigt deutlich, dass die Bevölkerung in der Synode ungleich vertreten war: 1946

waren erstmals 2 Frauen gewählt worden, 1950 waren es 5 Frauen; Mitglieder der Synode waren z. B. 1950: 82 Theologen, 45 Lehrer, 25 Beamte und Angestellte, 13 Landwirte, 11 Handwerker und Gewerbler, 6 Juristen, 3 Ärzte, 2 Ingenieure, 2 Arbeiter. Die Arbeiterschaft war krass untervertreten, auch Gewerbe und Landwirtschaft waren schlecht repräsentiert. Überblickt man heute die Mitgliederliste, ist die Arbeiterschaft nach wie vor kaum vertreten. Der Frauenanteil hat mit 86 Frauen zu 111 Männern deutlich zugenommen.

Worin unterscheidet sich das heutige Verhältnis zwischen Synode und Synodalrat gegenüber früher?

Der Synodalrat wird seit 1874 als «die oberste Verwaltungs-, Aufsichts- und Vollziehungsbehörde» verstanden. Er war zunächst eng an die Synode gebunden. Heute sind Synodalrat und Synode stärker eigene Grössen geworden, die einander gegenüberstehen, partnerschaftlich zusammenarbeiten und manchmal auch Konflikte austragen müssen.

Inwiefern beeinflusst die Synode das reformierte Selbstverständnis?

Die Synoden sind ein grundlegendes Merkmal vor allem auch der reformierten Gestalt der Kirche: Die Synode behandelt die inneren kirchlichen Angelegenheiten, vor allem die Kirchenordnung und die Gottesdienstordnung, kümmert sich um das Miteinander der Kirchgemeinden, sucht nach Visionen und Strategien für die Zukunft, pflegt die Beziehungen zu den anderen Kantonalkirchen und den Schwesterkirchen – die Synode ist dabei ein leitendes, geistliches Gremium, an dem alle Mitglieder der Kirche durch Delegierte beteiligt sind. Die Synoden sind ein Ausdruck des Priestertums aller Gläubigen.

Welche Bedeutung hat das Kirchenparlament für das kirchliche Leben im Einzugsgebiet Bern-Jura-Solothurn?

Die Synode ermöglicht den einzelnen Kirchgemeinden, auf der obersten Ebene der Kirche mitzuwirken. Zugleich ist es unumgänglich, dass sich Kirchgemeinden in den Synoden einbringen mit ihren Erfahrungen, Fragen, Sorgen und Lösungsperspektiven. «Kirche» findet vor Ort, im Dorf, in der Stadt, in den Kirchgemeinden, in den Regionen über die Bezirkssynoden und auf kantonaler Ebene in der Synode statt, aber auch auf der Ebene des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbunds. Diese Ebenen sind miteinander verzahnt, jede Ebene hat unterschiedliche Perspektiven und unterschiedliche Aufgaben – miteinander ergeben sie die Evangelisch-reformierte Landeskirche des Kantons Bern.

Heute ist es teilweise schwierig, Leute zu finden, die sich in der Synode engagieren. Wie war das früher?

Es gibt auch aus früheren Zeiten die Klage, dass sich für die kirchlichen Gremien nicht genügend oder auch nicht die richtigen Persönlichkeiten finden lassen.

Was «bringt» die Synode jungen Menschen heute?

Für junge Menschen kann es attraktiv sein, diese unterschiedlichen Ebenen des kirchlichen Lebens kennenzulernen. In der Synode könnte es die Erfahrung sein, etwas zu bewegen, etwas beizutragen, mitzudenken und mitzubestimmen und damit Verantwortung zu übernehmen; auch anderen Auffassungen zu unterliegen, manchmal in der Minderheit zu sein und allenfalls nicht verstanden zu werden. Diese Erfahrungen sind wichtig, weil sie zu reifen christlichen Lebenshaltungen führen können.

Wie verändert das Kirchenparlament mit seiner Arbeit die Gesellschaft?

Es ist nicht die Synode allein, sondern die evangelisch-reformierte Kirche als Ganzes, mit ihren

Martin Sallmann



unterschiedlichen Ebenen und Gremien, die in der Gesellschaft wirkt. Sie kann wichtige Signale setzen, etwa wenn sie das «Haus der Religionen» unterstützt, ein Tandemprojekt der Landeskirchen für geflüchtete Personen fördert oder ein Patenschaftsprojekt gegen die Familienarmut mitträgt. Die Synode kann sich auch zu aktuellen politischen Themen äussern; so hat die Sommersynode 2015 eine Resolution zur Flüchtlingskrise angenommen.

F **Depuis des siècles, le synode, aussi appelé concile, est responsable de rendre intelligibles les questions relatives à la doctrine et à la vie chrétiennes. Aujourd'hui, le synode reflète la diversité des membres de l'Eglise. Entretien avec Martin Sallmann, professeur d'histoire contemporaine du christianisme et spécialiste des confessions à l'Université de Berne, qui évoque une «expression du sacerdoce universel».**

Interview par Gerlind Martin

Parlez-nous des tout premiers synodes de l'histoire.

Le concept vient du grec *synodos*, c'est-à-dire chemin conjoint, congrès, qui a pour équivalent le *concilium* latin. Dans l'ancienne Eglise, les deux termes servaient indifféremment à désigner l'assemblée des évêques des différentes paroisses, qui y traitaient de questions doctrinales et existentielles. A l'origine, les assemblées synodales étaient régionales; l'arrivée de Constantin au pouvoir au IV^e siècle marqua un tournant puisque les synodes, désormais convoqués par l'empereur lui-même, statuaient pour l'ensemble de l'Empire romain.

Dans quel contexte le synode «réformé» est-il né?

En tout cas, il n'est pas né en même temps que la Réforme. Le concile de Trente, convoqué et retardé à plusieurs reprises, se déroula finalement entre 1545 et 1563; le schisme étant devenu irréversible, le concile prit des allures de réponse catholique à la réforme protestante. Pour les cantons réformés de la Confédération, les synodes constituèrent la pierre angulaire de l'implantation de la nouvelle foi: le corps pastoral se rassemblait sous la direction de l'autorité temporelle afin de débattre de l'unification de la doctrine et d'un modèle de vie en Eglise adéquat. A Berne, le premier synode se déroula en 1530, suivi par le synode de Berne en 1532. Malgré le manque de régularité et les interruptions, comme celle du XVII^e siècle à Berne, les synodes sont devenus un signe caractéristique des Eglises réformées.

Comment le synode des pasteurs d'autrefois s'est-il transformé en parlement de l'Eglise?

Au XIX^e siècle, suite à la Révolution française, les rapports entre l'Eglise et l'Etat furent renégociés. La Régénération dota Berne d'une nouvelle constitution libérale, prévoyant un synode général composé de députés issus des chapitres; toutefois, seuls des pasteurs pouvaient être élus. Par ailleurs, le synode ne jouissait d'aucune autonomie de décision, puisqu'il était étroitement adossé au gouvernement qu'il assistait à la manière d'une commission aux affaires ecclésiastiques.

En 1846, la nouvelle Constitution prévoit un synode ecclésiastique ainsi qu'une loi sur l'organisation ecclésiastique, qui entra en vigueur en 1852. Dès lors, pasteurs et laïcs siègèrent au synode. Ce dernier devint autonome pour régler les affaires intérieures de l'Eglise et obtint un droit de proposition et de préavis pour les affaires extérieures. En réalité, l'expression «parlement de l'Eglise» ne convient pas pour désigner le synode d'alors: c'était un organe ecclésial, qui endossait une fonction de direction spirituelle pour l'ensemble de l'Eglise.

Comment les collaborations – entre érudits et laïcs, entre hommes et femmes – se sont-elles développées?

Les statistiques sont éloquentes. La composition du synode n'était pas représentative de celle de la population. Les deux premières femmes à siéger au synode furent élues en 1946; en 1950, elles étaient cinq. Cette année-là, le synode était composé de 82 théologiens, 45 professeurs, 25 fonctionnaires et employés, treize agriculteurs, onze artisans et commerçants, six juristes, trois médecins, deux ingénieurs et deux ouvriers. Autrement dit, la classe ouvrière était complètement sous-représentée, les artisans et les commerçants n'étant pas beaucoup mieux lotis. Si l'on compare avec la liste des membres en 2018, on constate que les représentants de la classe ouvrière se comptent toujours sur les doigts de la main, mais que le nombre de femmes a largement augmenté (86 pour 111 hommes).

Qu'est-ce qui a changé dans les relations entre le synode et le Conseil synodal?

Depuis 1874, le Conseil synodal est conçu comme «l'autorité supérieure d'exécution, d'administration et de surveillance de l'Eglise nationale réformée évangélique». Alors qu'au début, il était étroitement lié au synode, désormais les deux entités se distinguent clairement par le nombre. Par ailleurs, elles sont certes des interlocutrices privilégiées, qui travaillent main dans la main, mais elles doivent aussi parfois traverser des conflits.



© Désirée Good

Martin Sallmann

Dans quelle mesure le synode influence-t-il la compréhension que les réformés ont d'eux-mêmes?

Les synodes sont constitutifs du protestantisme, ils caractérisent fondamentalement la manière de fonctionner de l'Eglise: le synode traite les affaires intérieures (Règlement ecclésiastique et cultes en priorité), favorise le vivre-ensemble des paroisses, développe une vision et des axes stratégiques, soigne les relations avec les autres Eglises cantonales et les Eglises sœurs... Il constitue donc un pôle de direction spirituelle auquel participent tous les membres de l'Eglise à travers leurs délégués. Les synodes sont une expression du sacerdoce universel.

Quel est l'apport du parlement de l'Eglise à la vie ecclésiastique sur le territoire Berne-Jura-Soleure?

Le synode permet à chacune des paroisses de contribuer aux décisions prises au niveau le plus élevé de l'institution. Inversement, il est indispensable que les paroisses s'investissent dans les synodes et fassent part de leurs expériences, de leurs interrogations, de leurs soucis et de leurs idées novatrices. Où l'Eglise se fait-elle? Partout où elle est présente, dans les villages et en ville, dans les paroisses, à l'échelle régionale grâce aux synodes d'arrondissement, à l'échelle cantonale au moment du synode, et évidemment à l'échelle nationale par le biais de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse. Chaque échelon a son point de vue et ses missions, mais tout est imbriqué: c'est ensemble que tous forment l'Eglise nationale réformée évangélique du canton de Berne.

Dans certains cas, il est devenu difficile de trouver de nouvelles ou de nouveaux conseillers synodaux. La situation était-elle vraiment différente avant?

Ce type de plainte est vieux comme l'Eglise. Oui, les générations d'avant se plaignaient déjà de ne pas trouver assez de candidats, ou pas les bons...

Qu'apporte le synode aux jeunes d'aujourd'hui?

Les jeunes peuvent avoir un intérêt à apprendre à connaître les rouages de la vie ecclésiastique. Siéger au synode, c'est être acteur du changement, contribuer concrètement à une cause, réfléchir et décider avec d'autres, assumer une responsabilité; mais aussi se confronter à d'autres positions fortes, faire partie de la minorité et même, quelquefois, être incompris. Toutes ces expériences sont importantes et peuvent faire mûrir les jeunes, leur permettre de développer une posture chrétienne adulte.

Comment le travail du parlement de l'Eglise façonne-t-il la société?

Ce n'est pas le synode seul, mais l'Eglise réformée évangélique tout entière, de la base au sommet, qui agit dans la société. Elle peut poser des signes importants, comme lorsqu'elle soutient la Maison des religions, qu'elle participe avec les autres Eglises nationales à un projet en faveur des personnes réfugiées ou qu'elle parraine un projet contre la pauvreté des familles. Le synode détient par exemple la prérogative d'exprimer son avis sur un sujet d'actualité politique. Ainsi, en 2015, le Synode d'été a adopté une résolution sur la crise migratoire.

La voix des francophones



Le Synode jurassien.
Die jurassische Synode.

Le Synode jurassien représente la partie francophone des paroisses au sein de l'Eglise réformée Berne-Jura-Soleure. Un rôle important pour cette minorité.

Par Nathalie Ogi

Le Synode de l'arrondissement jurassien des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure a une longue histoire derrière lui, évidemment liée à celle de la création du canton du Jura. Très tôt, la question jurassienne a occupé ses débats, mais l'organe délibérant a aussi su s'en distancier. Le 8 juin 1974, le Synode exprime sa volonté de «rester uni au-delà des résultats et conséquences du plébiscite du 23 juin», selon le fonds d'archives de l'Eglise réformée jurassienne déposé au centre de recherches et de documentation Mémoires d'Ici à St-Imier. Ce vœu sera respecté, mais l'Eglise jurassienne n'échappera pas à la tourmente. Depuis la création du canton du Jura, le Synode jurassien est l'un des 13 synodes d'arrondissement qui composent l'Union synodale réformée évangélique Berne-Jura-Soleure. Les paroisses réformées du nouveau canton – Saignelégier, Delémont et Porrentruy – en font partie et y sont égales aux autres. Et alors que Moutier s'apprête à rejoindre le canton du Jura, la paroisse restera également membre de l'arrondissement. Concrètement, le Synode jurassien se réunit statutairement deux fois par année et compte 87 membres inscrits, élus par les assemblées de paroisse, explique son président Pierre-André Lautenschlager. Chaque paroisse compte au minimum deux délégués. Le Synode traite les propositions du Conseil synodal jurassien ou celles des paroisses. Lors de sa prochaine session, il examinera notamment la question de l'encadrement et du soutien des occupants du futur centre pour requérants d'asile déboutés

qui devrait voir le jour sur le plateau de Diesse. Mais il se penche aussi sur les rapports d'activité de l'Eglise réformée jurassienne et les budgets de l'arrondissement. A l'occasion, l'organe législatif peut émettre des prises de position, comme ce fut le cas sur la question de la liberté de la presse protestante, ayant suivi le débat sur une photo controversée publiée par le Journal Réformés qui s'intéressait en février dernier aux orientations sexuelles. Dans ce cas, le Synode a soutenu ses rédacteurs.

Une seule fraction francophone

A l'inverse du Synode de Refbejuso, le Synode jurassien ne compte pas de fractions différentes. Les francophones forment d'ailleurs une seule et même fraction au Synode de Refbejuso. Pour ses membres, il est important de se positionner en tant que tels dans une Eglise à majorité alémanique, relève Pierre-André Lautenschlager. Comme au Grand Conseil bernois, le Synode jurassien rassemble une minorité qui doit défendre sa place. De manière générale, les relations avec le Synode de Refbejuso, où la fraction jurassienne compte 13 délégués, sont plutôt sereines, même s'il faut rester vigilant, selon Pierre-André Lautenschlager. Il y a parfois des divergences, mais comme il en existe aussi entre l'Oberland et le Mittelland par exemple. Elles relèvent surtout du traditionnel clivage ville-campagne. Actuellement, la priorité du Synode jurassien réside dans le maintien de la cohésion entre les paroisses. Une cohésion qui s'avèrera d'autant plus importante que les recettes de l'Eglise vont fortement diminuer lorsque les entreprises seront exonérées de l'impôt ecclésiastique. Les paroisses n'auront alors plus les moyens de gérer leurs affaires seules et devront collaborer davantage. Cela constituera pour elles et l'arrondissement un véritable défi à l'avenir.

Un long engagement

Membre du Synode jurassien depuis 14 ans, déléguée à l'Eglise cantonale jurassienne et déléguée au Synode de Refbejusso depuis 10 ans, Sylvie Robert-Roth cumule avec bonheur les engagements pour l'Eglise. Une manière pour cette équithérapeute d'équilibrer sa vie.

Par Nathalie Ogi

Bâloise d'origine, cette mère de famille dynamique et parfaitement bilingue, prend soin de sa vie spirituelle. Elle a d'abord trouvé la nourriture nécessaire à celle-ci au sein de la paroisse de la capitale jurassienne, où elle s'est établie voici 40 ans avec son mari. Elle en apprécie l'offre spirituelle, culturelle et artistique «très riche et intéressante», mais également le fait de pouvoir parler dans sa langue. Sans cette communauté, elle ne se serait sans doute pas intégrée aussi aisément dans le Jura. Aussi, c'est très volontiers que Sylvie Robert-Roth, 61 ans, est d'abord devenue conseillère de paroisse durant six ans. Elle a ensuite accédé au Synode jurassien. «Cela m'a intéressée de travailler sur une plus grande région, d'être en lien avec les autres paroisses et toute la région synodale.» Elle est également déléguée aux assemblées de l'Eglise cantonale jurassienne, qui réunit les paroisses de Delémont, Saignelégier et Porrentruy. Enfin suite à une vacance, elle a encore endossé le rôle de déléguée au Synode de Refbejusso.

Pour cette Jurassienne d'adoption, il est plaisant de se rendre à Berne et de siéger dans la salle des débats du Rathaus, où elle apprécie de retrouver l'allemand, des gens qui se rassemblent autour de questions politiques et spirituelles, mais également les tableaux de Ferdinand Hodler. Pour la fraction jurassienne, elle siège, à raison d'environ dix séances par année, au sein de la commission d'examen de gestion. Comme au Synode jurassien, il y est beaucoup question d'affaires administratives et les sujets sont souvent complexes et nécessitent de bonnes et rapides traductions. Mais cette occupation quelque peu austère ne la rebute pas. Au contraire, Sylvie Robert-Roth trouve que se pencher sur des dossiers est un bon complément à sa vie d'équithérapeute et à ses sorties à cheval dans la nature. «Mon engagement à Berne fait partie intégrante de ma vie, tout comme mon mari, ma famille, les chevaux et le chien.»

Un réseau intéressant

Ces activités synodales lui ont aussi permis de créer un réseau intéressant. «Je retrouve à Berne le même type de personnes engagées et intéressées par la spiritualité que j'ai rencontrées il y a quelques années sur le Chemin de Saint-Jacques de Compostelle», explique cette grande randonneuse et adepte des balades en montagne. Elle apprécie beaucoup les cultes synodaux qui rassemblent les membres du Synode pour des cérémonies festives soit à Berne soit dans les églises de l'arrondissement jurassien. Lors de ces moments, son engagement bénévole pour l'Eglise prend tout son sens et donne à la Jurassienne le sentiment d'avoir accès à «un monde où l'on devient pèlerin, où l'on se met sur le Chemin et où l'on choisit avec qui on marche». Entre ses occupations au Synode jurassien, à la commission d'examen de gestion et à la Fraction jurassienne, Sylvie Robert-Roth participe au total à plus de 20 séances par année. Et elle se prépare déjà actuellement pour le prochain Synode de décembre. La mission est conséquente, mais c'est toujours avec gratitude que cette jeune sexagénaire se met au service de la paroisse. Et elle est d'ores et déjà prête à renouveler ses différents mandats pour quatre années supplémentaires.



Sylvie Robert-Roth

«Ich springe ins kalte Wasser»

Elin Egger ist mit ihren 18 Jahren die jüngste Synodale der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn. Seit ihrer eigenen Konfirmation engagiert sie sich im K UW-Unterricht – doch Gottesdienste besucht sie kaum. Im Gespräch erzählt sie, wie es zu ihrer Wahl in die Synode kam und was sie sich für die Zukunft der Kirche wünscht.

Von Daria Lehmann

Elin Egger wurde von ihrem Konfirmationspfarrer Andreas Nufer davon überzeugt, sich für die Wahl ins Kirchenparlament aufstellen zu lassen. «Die Positionen für die Heiliggeistkirche und die Friedenskirche in Bern mussten beide neu besetzt werden – und da Andreas davon überzeugt ist, dass es in der Synode mehr junge Personen braucht, fragte er mich kurzerhand, ob das nicht etwas für mich wäre.» Auch die drei Freunde aus Elin's Konfirmationsklasse, die mit ihr zusammen die Hilfsleiterschaft im K UW-Unterricht begonnen hatten, wurden von Pfarrer Andreas Nufer angefragt. Doch schlussendlich war Elin die einzige der vier Jugendlichen, die sich für die Synode entschied.

Soziales Engagement

«Ich springe ins kalte Wasser», sagt Elin lachend. Sie habe noch keinerlei politische Erfahrung und



Elin Egger

habe vor der Anfrage ihres Konfirmationspfarrers auch noch nie etwas von der Synode gehört. «Ich bin sehr gespannt, was auf mich zukommt», erzählt die 18-Jährige, die mir mit einem wachen Blick gegenüber sitzt. «Es kann schon sein, dass es anfangs etwas speziell wird, weil der Altersdurchschnitt in der Synode recht hoch ist – aber diejenigen Personen, die ich nun bereits kennengelernt habe, schienen mir sehr offen.» Sie freue sich sehr darauf, im Kirchenparlament «politische Luft» schnuppern zu können.

Elin bezeichnet sich selbst nicht als «spirituell» oder «religiös». Für sie sind dementsprechend auch weniger die Gottesdienste, sondern viel mehr das soziale Engagement der Kirche von Bedeutung. «Egal, ob Mittagstisch für Senioren, Nachmittag für Flüchtlinge oder eine Lagerwoche, in der Kinder Schlangengebrot backen und sich austoben können – all diese Angebote der Kirche, die es möglich machen, dass man sich in einem geselligen Rahmen trifft und austauscht, liegen mir sehr am Herzen.» Für solche Angebote wolle sie auch versuchen, sich im Parlament einzusetzen.

Ein «anderer» Gottesdienst

Damit verbunden ist für Elin aber auch die Sorge über die vielen Austritte aus der Kirche. Was also schlägt die 18-Jährige vor, um die Jugend zurück in die Kirche zu holen? «Ich denke, man muss offen sein für Neues und Veränderungen zulassen», sagt Elin. Und sie hat auch schon Konkretes angedacht: In einer Gruppe von rund 25 Jugendlichen aus insgesamt drei Kirchgemeinden ist sie momentan daran, ein neues Format eines kirchlichen Anlasses auszuarbeiten. «Unsere Idee ist es, in der Kirche eine Band auftreten zu lassen und eine Bar anzubieten – und dann gemeinsam über theologische oder philosophische Themen zu reden. Vielleicht bauen wir auch eine Andacht ein, aber ein «Vater unser» werden wir nicht beten und auch keine Predigt halten.» Ein «ganz anderer» Gottesdienst also, welcher laut Elin aber die «klassische Form» nicht ersetzen solle. «Falls wir mit unserem Projekt Erfolg hätten, könnte man sich vielleicht überlegen, einzelne Elemente davon auch in den sonntagmorgendlichen Gottesdienst zu integrieren», erklärt Elin, «aber vorerst wäre es einfach nur ein Experiment.»

Ob die Idee der Jugendgruppe umgesetzt wird, ist noch nicht entschieden. «Aber jetzt möchte ich mich sowieso erst einmal in der Synode einleben und mich auf das einlassen, was alles schon an Ideen und Gedankengut vorhanden ist», so Elin.

FRIEDENSARBEIT IN NIGERIA

KAMPAGNE MISSION 21

Im Fokus der diesjährigen Kampagne von Mission 21 steht die Friedensarbeit in Nordnigeria. Seit Jahren zwingt die Terrormiliz Boko Haram immer mehr Menschen dazu, die Flucht zu ergreifen. In einem Dorf namens Gurku Village finden 1200 Menschen ein neues Zuhause.

Von Adam Moubtassim

In der diesjährigen Kampagne von Mission 21 steht ein Dorf im Zentrum, das beispielhaft ist für Frieden und Zusammenhalt. Das Gurku Village wurde mit Hilfe von Spendengeldern gegründet. Im Fokus dieses Dorfes steht, Menschen unterschiedlicher Religionen zusammenzubringen. Angehörige des Christentums und des Islams leben hier miteinander, gehen aufeinander zu, lernen einander zu respektieren und reichen sich die Hand. Ein Vorzeigemodell dafür, dass ein friedliches Zusammenleben beider Religionen möglich ist. Angebote zur Traumaverarbeitung helfen den Menschen, mit schlimmen Erlebnissen umzugehen. Dazu gibt es interreligiöse Workshops, aber es bedarf mehr: Im Dorf gibt es bereits eine Kirche, eine Moschee wird noch gebaut. Die Kinder im Dorf können sogar in die Schule. Es ist sehr wichtig, dass auch die Eltern der Kinder lernen, die andere Seite zu respektieren und zu tolerieren. Nur so lernen die Kinder von klein auf Toleranz zum Nächsten. Damit die dort lebende Bevölkerung eine medizinische Grundversorgung hat,

wurde sogar an eine Klinik gedacht. Auf einer Farm lernen die Menschen zudem, wie man selbstständig Landwirtschaft betreibt.

Menschen zusammenbringen

Friedensaktivist Markus Gamache spielt in diesem Projekt eine sehr grosse Rolle. Er baute Gurku Village auf. Er selber war als junger Mann mit diesem Religionskonflikt konfrontiert. Seine Eltern konvertierten zum Islam, er selber entschied sich aber für das Christentum. In der nigerianischen Kultur ist es üblich, dass es eine Schüssel gibt, aus der alle mit der Hand essen. Markus Gamaches Vater weigerte sich aber aus derselben Schüssel wie sein Sohn zu essen, weil dieser ein Christ ist. Die Intoleranz seines Vaters führte so weit, dass dieser ihn aus dem Haus warf. Dieser Spaltung versucht Markus Gamache so gut wie möglich entgegenzuwirken. Es ist eine tägliche Herausforderung, aber der Erfolg spricht für sich.

Aktiv werden

Was kann die Kirche tun? Für die Kirchgemeinden besteht die Möglichkeit, einen Suppentag oder ein Benefizessen mit Kollekte zum Thema Afrika zu organisieren. Dadurch ergibt sich auch die Gelegenheit, sich mit der afrikanischen Kultur auseinanderzusetzen. Man denkt über den eigenen Horizont hinaus und probiert dazu ein neues Gericht aus, gleichzeitig unterstützt man hilfsbedürftige Menschen. Ganz nach dem Motto von Mission 21: «Frieden wächst mit uns».



Markus Gamache: Friedensaktivist im Dienste der Gemeinschaft.

Markus Gamache: militant pour la paix au service de la communauté.

Einblick in die Dunkelkammer

Abgewiesene Asylsuchende und Sans-Papiers müssen die Schweiz verlassen. Tun sie dies nicht freiwillig, können sie in Ausschaffung- oder Durchsetzungshaft genommen werden. Für die Rechte dieser unsichtbaren Mitglieder der Gesellschaft setzt sich im Kanton Bern die Kirchliche Anlaufstelle Zwangsmassnahmen (KAZ) ein. Diesen Herbst feiert sie ihr zwanzigjähriges Bestehen.

Von Evelyne Felder*

Es war die Einführung des Bundesgesetzes über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht Mitte der 1990er-Jahre, welche die Interkonfessionelle Konferenz der Landeskirchen und der Jüdischen Gemeinden im Kanton Bern (IKK) zur Schaffung der KAZ bewog. Das neue Gesetz machte es möglich, Personen im Hinblick auf ihre Wegweisung während mehrerer Monate zu inhaftieren. Eine unentgeltliche Vertretung durch einen Anwalt ist jedoch in der Regel erst nach drei Monaten gewährt. Dies führte die KAZ zum Entschluss, eine kostenlose Rechtsberatung aufzugleisen, die den Inhaftierten auf Wunsch ab dem ersten Hafttag zur Verfügung steht.

Kleine, aber wichtige Erfolge

Seit zwanzig Jahren überprüft der Anwalt Thomas Wenger, Geschäftsführer der KAZ, die Dossiers von Ausschaffungshäftlingen und setzt sich dafür ein, dass in der Ausschaffungshaft die Haftbedingungen den gesetzlichen Minimalstandards entsprechen. Die Wiedererwägung des Ausschaffungsentscheids gehört nicht zu seinen Aufgaben. Dennoch kann der Anwalt immer wieder Haftentlassungen erwirken. Dies sieht er positiv, obwohl die Betroffenen die Schweiz trotzdem verlassen müssen. Manchmal gelingt es Thomas Wenger auch, eine Person zur baldigen Ausreise zu motivieren, indem er ihr neue Perspektiven im Herkunftsland aufzeigt oder bei der Dokumentenbeschaffung behilflich ist. Thomas Wenger: «Jeder Tag, den jemand ausserhalb der Gefängnismauern verbringen darf, ist ein gewonnener Tag.»

Prekäre Haftbedingungen

Besonders für Frauen ist die Situation in Ausschaffungshaft prekär. Sie sind oft im Regionalgefängnis der Stadt Bern untergebracht, wo viel striktere Bedingungen herrschen als für die Ausschaffungshaft vorgesehen. Sie sind oft allein und haben

kaum Beschäftigungsmöglichkeiten. In der Isolation ist die Ungewissheit der bevorstehenden Ausschaffung besonders bedrückend. Aus diesem Grund hat die KAZ vor rund fünfzehn Jahren einen Besuchsdienst von Freiwilligen für Frauen in Ausschaffungshaft aufgebaut. Viele dieser Frauen seien schockiert und verstünden nicht, warum sie in einem Gefängnis sind, ohne eine Straftat begangen zu haben, erzählt Maria Teresa Ossola, die den Besuchsdienst leitet. Diese Situation mit einer Besucherin teilen zu können, bringe eine gewisse Erleichterung.

Mehr Menschen in Ausschaffungshaft

Seit Beginn der KAZ haben die Zahlen der Personen in Ausschaffungshaft stark zugenommen. Dies stehe im Zusammenhang damit, dass immer mehr Haftgründe eingeführt worden seien, die es erlaubten, eine Person in Ausschaffungshaft zu nehmen, erklärt Thomas Wenger. Wie sich die Zahlen in Zukunft entwickeln, sei schwer abzuschätzen. Solange es aber Menschen in Ausschaffungshaft gebe, sei es wichtig, dass die Rechtmässigkeit überprüft und die Rechte der Inhaftierten durchgesetzt würden. Deshalb sei die KAZ bedeutend: «Ansonsten ist der Vollzug der Zwangsmassnahmen eine Dunkelkammer, in welche niemand Einblick hat.»

* Fachstelle Migration

Weitere Informationen zur KAZ unter:
www.refbejuso.ch > **Inhalte** > **Oeemigration** > **Menschenrechte-Migration** > **Zwangsmassnahmen**

F LE SERVICE ECCLÉSIAL DES
 MESURES DE CONTRAINTE
 (SEMC) A 20 ANS
Garder un regard sur un univers clos

Les demandeurs d'asile déboutés et les sans-papiers doivent quitter la Suisse. S'ils ne le font pas volontairement, ils peuvent être placés en détention en vue de leur renvoi ou de leur expulsion, voire en détention pour insoumission. Le Service ecclésial des mesures de contrainte (SEMC) aide ces membres invisibles de notre société à faire valoir leurs droits. Cet automne, il fête ses 20 ans d'existence.



Maria Teresa Ossola
und Thomas Wenger.

Par Evelyne Felder* – C'est l'introduction, au milieu des années 1990, de la loi fédérale sur les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers, qui a conduit la Conférence interconfessionnelle des Eglises nationales et des communautés juives du canton de Berne (CIC) à fonder le SEMC. En effet, cette nouvelle loi a créé la possibilité de détenir pendant plusieurs mois des personnes en vue de leur renvoi ou expulsion. Or, la représentation gratuite par un avocat n'est accordée en général qu'après trois mois. Le SEMC a donc décidé de mettre en place un conseil juridique gratuit, dont les personnes détenues peuvent bénéficier sur demande dès leur premier jour de détention.

Des succès modestes

Depuis 20 ans, l'avocat Thomas Wenger, responsable du SEMC, contrôle les dossiers de personnes détenues en vue du renvoi ou de l'expulsion et s'engage pour que leurs conditions de détention soient conformes aux exigences minimales de la législation. Le réexamen des décisions de renvoi ne fait pas partie de ses tâches. En revanche, il parvient régulièrement à obtenir des mises en liberté. Il considère cela comme un point positif, même si les intéressés sont contraints de quitter la Suisse. Parfois, Thomas Wenger réussit à convaincre une personne de quitter prochainement la Suisse en lui montrant de nouvelles perspectives dans son pays d'origine ou en l'aidant à obtenir les documents nécessaires. «Chaque journée passée hors des murs de la prison est une journée gagnée», souligne-t-il.

Des conditions de détention précaires

Pour les femmes en particulier, la situation durant la détention est précaire. Elles sont en effet sou-

vent internées dans la prison régionale de la ville de Berne, où les conditions sont plus sévères que celles prévues pour la détention en vue du renvoi ou de l'expulsion. Elles se retrouvent souvent seules, et pratiquement sans occupation. Dans cet isolement, les incertitudes liées au refoulement qui les attend se révèlent particulièrement oppressantes. C'est la raison pour laquelle le SEMC a mis en place, il y a environ 15 ans, un service de visite bénévole des femmes détenues. Beaucoup d'entre elles sont choquées et ne comprennent pas pourquoi elles se retrouvent en prison alors qu'elles n'ont pas commis de délit, souligne Maria Teresa Ossola, responsable du service de visite. Pouvoir partager cette situation avec une visiteuse leur apporte un certain soulagement.

Augmentation du nombre de personnes

Depuis la création du SEMC, le nombre de personnes détenues en vue de leur refoulement a fortement augmenté. Comme l'explique Thomas Wenger, cette hausse s'explique par l'introduction de nouveaux motifs de détention. Il est difficile de prévoir comment ces chiffres évolueront à l'avenir. Mais tant que des individus seront détenus sous ce régime, il est important de contrôler la légalité de leur détention et de faire respecter leurs droits. D'où la nécessité du SEMC: «Sinon, l'exécution des mesures de contrainte devient un univers clos auquel plus personne ne prête attention.»

* Service Migration

Pour en savoir plus sur le SEMC:
www.refbejuso.ch > **Inhalte** > **Oeme-**
migration > **Menschenrechte-Migration**
> **Zwangsmassnahmen**

Eine Stunde menschliche Zuwendung

Sylviane Pache engagiert sich als Freiwillige bei der Kirchlichen Anlaufstelle Zwangsmassnahmen (KAZ), indem sie Frauen in Ausschaffungshaft besucht. Im Interview erzählt sie von ihren Begegnungen mit den Frauen aus aller Welt.

Interview von Evelyne Felder

Frau Pache, was sind die Hintergründe der Frauen, die Sie besuchen?

Die Frauen stammen überwiegend aus Afrika und Osteuropa. Viele von ihnen sind hierhergekommen, weil sie auf ein besseres Leben hofften. Bei einigen handelt es sich um Flüchtlinge, die abgewiesen wurden. Die meisten haben irgendeine furchtbare Reise hinter sich. Einige sind schon eine Weile in der Schweiz und haben hier Schlimmes erlebt. Es gibt Frauen, die schwarzgearbeitet haben, wenig Geld bekamen und sich verstecken mussten. Oder sie mussten sich prostituieren.

Wissen die Frauen, wie lange sie im Gefängnis sein werden?

Wenn es um eine Ausschaffung ins Herkunftsland geht, werden die Verhafteten innerhalb von 96 Stunden einem Haftrichter vorgeführt. Dort wird ihnen meistens gesagt, sie würden recht lange inhaftiert. Dies sagen die Behörden vermutlich, weil man die Dauer nicht genau weiss und man ihnen nicht zu viele Hoffnungen machen will. Das macht die Frauen ziemlich verzweifelt. Aber meistens sind sie innerhalb von einer oder zwei Wochen weg. In der Regel sehen wir die Frauen nur einmal.

Wissen die Frauen, wo sie hingehen können, nachdem sie ausgeschafft wurden?

Ich nehme es an, aber es ist schwer abzuschätzen. Manchmal sagen sie, sie hätten niemanden mehr im Heimatland, was ich meistens nicht so glauben kann. Die Frauen kommen oft aus Ländern, wo die Familien gross sind. Aber meistens wollen sie ja nicht ausgeschafft werden und stellen ihre Situation möglichst dramatisch dar.

Was ist Ihre Rolle als Besucherin?

Im Allgemeinen erwarten die Frauen von uns etwas mehr, als wir geben können. Wir können nichts machen, damit sie bleiben können. Wenn die Frauen im Gefängnis sind, sind sie dort, um

auszureisen. Wir dürfen ihnen auf keinen Fall irgendwelche Hoffnungen machen. Wir bieten wirklich nur einmal pro Woche während einer Stunde etwas menschliche Zuwendung, ein Gespräch, ein wenig Abwechslung und den Kontakt zum Anwalt der KAZ, falls die Frauen es möchten.

Wie gehen Sie bei einem Gespräch vor?

Wir fragen die Frauen, wie es ihnen geht. Manchmal haben sie gesundheitliche Probleme oder es gibt irgendetwas, was ihnen fehlt und was wir bringen können, zum Beispiel Hautcrème oder eine Telefonkarte. Ich habe auch immer Taschentücher dabei. Viele Frauen fangen an zu weinen. Ich versuche dann das Gespräch auf etwas Optimistischeres zu lenken, so dass sie zum Beispiel etwas von ihrer Heimat oder von ihren Kindern erzählen. Wenn der Gesprächsstoff ausgeht, habe ich auch schon ein wenig Sprachkurs mit ihnen gemacht. Sie sind oft interessiert daran, einige Worte zu lernen oder über ihre Sprache zu sprechen. Dies ist meistens lustig und dadurch sind die Frauen ein wenig abgelenkt.

Apropos Sprache: Wie verständigen Sie sich?

Ich bringe ein Bildwörterbüchlein mit und habe alle möglichen Dictionnaires. Viele Frauen können einige Worte Deutsch. Man spricht ein Wort auf Englisch, ein Wort auf Deutsch. Es ist meistens ein wenig ein Durcheinander. Weil ich einige Sprachen spreche, kann ich mich meistens durchschlagen.

Was nehmen Sie für sich persönlich aus diesen Begegnungen mit?

Ich erhalte von den Frauen das Gefühl der Dankbarkeit. Wenn ich das Gefühl habe, ich konnte ihnen etwas geben, ist dies eine Befriedigung für mich.

F VISITES DE FEMMES
DÉTENUES EN ATTENTE
DE LEUR EXPULSION
Une heure d'attention humaine

Sylviane Pache est bénévole au Service ecclésial des mesures de contrainte (SEMC) avec lequel elle rend visite à des femmes détenues dans un centre de renvoi. A l'occasion de notre interview, elle évoque ses rencontres avec des femmes du monde entier.

Mme Pache, quels sont les parcours des femmes auxquelles vous rendez visite?

La plupart de ces femmes sont originaires d'Afrique et d'Europe de l'Est. Beaucoup d'entre elles sont venues ici dans l'espoir d'une vie meilleure. Certaines sont des réfugiées déboutées. La plupart d'entre elles ont connu un voyage éprouvant. Certaines sont en Suisse depuis un certain temps et ont vécu des choses terribles ici. Il y a des femmes qui travaillaient en noir, gagnaient peu d'argent et devaient se cacher ou ont dû se prostituer.

Ces femmes savent combien de temps elles vont rester en prison?

Dans les cas d'expulsion vers le pays d'origine, les personnes arrêtées sont présentées à un juge dans un délai de 96 heures. Là, on leur dit généralement qu'elles seront emprisonnées pour une période assez longue. Les autorités le disent probablement parce qu'elles ne connaissent pas la durée exacte de la détention et ne veulent pas leur donner trop d'espoir. Ça rend les femmes plutôt désespérées. Mais la plupart du temps, elles sont déjà reparties après une ou deux semaines. En règle générale, on ne voit les femmes qu'une seule fois.

Les femmes savent-elles où elles peuvent aller après avoir été expulsées?

Je suppose que oui, mais c'est difficile à dire avec certitude. Parfois, certaines femmes disent qu'elles n'ont plus personne dans leur pays d'origine, ce que je n'arrive généralement pas à croire. Ces femmes viennent souvent de pays où les familles sont très grandes. Mais la plupart du temps, elles s'opposent à leur renvoi et s'arrangent pour présenter leur situation de la manière la plus dramatique possible.

Quel est votre rôle en tant que visiteuse?

En général, les femmes attendent plus de nous que nous ne pouvons leur donner. On ne peut rien faire pour qu'elles restent. Une fois qu'elles sont en détention, c'est en vue de leur départ. Nous ne devons en aucun cas leur donner de faux espoirs. Tout ce que nous pouvons leur offrir c'est, une heure par semaine, un peu d'attention humaine, de conversation, un peu de distraction et le contact avec l'avocat du SEMC, si les femmes le désirent.

Comment se passe votre conversation?

On demande aux femmes comment elles vont. Parfois elles ont des problèmes de santé ou il leur



manque quelque chose et nous pouvons leur apporter par exemple de la crème pour la peau ou une carte de téléphone. J'apporte aussi toujours des mouchoirs. Beaucoup de femmes se mettent à pleurer. J'essaie ensuite d'orienter la conversation vers quelque chose de plus positif, pour qu'elles, par exemple, parlent de leur patrie ou de leurs enfants. Quand la conversation se termine, j'ai déjà eu droit à un petit cours de langue avec les femmes. Elles sont souvent intéressées à apprendre quelques mots ou à parler de leur langue. C'est généralement drôle et cela distrait un peu ces femmes.

Sylviane Pache

En parlant de langue: Comment communiquez-vous?

J'apporte un dictionnaire illustré et toutes sortes de dictionnaires. Beaucoup de femmes connaissent quelques mots d'allemand. On parle en mélangeant un mot d'anglais et un mot d'allemand. D'habitude, c'est un peu le bazar. Comme j'ai la chance de parler plusieurs langues, je me débrouille généralement bien.

Que retirez-vous personnellement de ces rencontres?

Les femmes me transmettent leur sentiment de gratitude. Quant à moi, si j'ai l'impression d'avoir pu donner quelque chose à ces femmes, je suis satisfaite.

Letzte Hilfe

Den kirchlichen Einsatz für Caring Communities und Palliative Care in den Gemeinden begründen, mit Beispielen dazu anregen und durch den Austausch das fachliche Netzwerk stärken: Dazu hat die Fachgruppe Palliative Care der Diakonie Schweiz im September ökumenisch nach Zürich eingeladen.

Von Gerlind Martin

Cornelia Coenen-Marx, deutsche Pfarrerin und Publizistin, nennt an der Tagung mehrere Gründe, weshalb Konzepte wie jenes der sorgenden Gemeinschaften (Caring Communities) wichtig sind. Zum Beispiel die demografische Entwicklung. Das lange Leben bewirkt individuell und gesellschaftlich neue Situationen. Die aktuell am schnellsten wachsende Bevölkerungsgruppe ist jene der Ü100; gemäss einer Studie leben in zwölf Jahren die Mehrzahl der 90-Jährigen und Älteren zu Hause. «Was», fragt Mitorganisatorin Jeanine Kosch von der Schweizer Bischofskonferenz, «was bieten die Kirchen diesen Personen an?» Coenen-Marx verweist auf die Zunahme von – und die Nachfrage nach – neuen Wohnformen oder die Entwicklung von ambulanten Palliative-Care-Diensten: Viele Menschen wollen zu Hause leben, nicht in Institutionen; viele möchten zu Hause ambulant medizinisch und pflegerisch betreut werden, auch zu Hause sterben. «Hier liegt eine besondere Aufgabe für Kirchgemeinden, das Geheimnis ist eine neue Zusammenarbeit verschiedener Dienste», sagt Coenen-Marx, «Caring Communities leben von guten Netzwerken.»

Kirchliche und Palliativfachleute haben sich im Ausland, etwa in Indien, umgesehen und von gemeindebasierten Palliative-Care-Angeboten inspirieren lassen. «Wie», fragt nun Mitorganisator Pascal Mösl, Beauftragter für Spiritual Care der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn, «wie können wir Palliative Care in hiesigen Gemeinden und Pfarreien gut verankern?» Dabei soll helfen, was bereits wirkt. Doch davon später.

«Religion der Heilung»

Warum sollen Kirchen als Partnerinnen unter anderen mitwirken bei Palliative Care und sorgenden Gemeinschaften? Darauf antwortet Simon Peng-Keller, Theologe und Professor für Spiritual Care an der Theologischen Fakultät der Universität Zürich. «Gott wendet sich dahin, wo Menschen sich abwenden: Dieser Bewegung hat das Chris-

tentum als Religion der Heilung zu folgen.» Und: «Christus verkündete und er heilte Menschen.» Der Referent räumt ein, für die Kirchen stehe die Verkündigung stärker im Fokus. Er versteht das Christentum als «Religion der Heilung», deshalb müssen die Kirchen im Gesundheitswesen eine Rolle spielen. «Jesus berührt, er verbindet sich mit den Menschen, holt sie in die Gemeinschaft.» Damit schlägt Peng-Keller den Bogen zur Care Community, zur gemeinschaftsbasierten sorgenden Gemeinde.

Palliative Care, verstanden als zivilgesellschaftliche Aufgabe in einer sorgenden Gemeinschaft, beinhaltet eine Kritik: Laut Peng-Keller gibt es die Tendenz, die Begleitung und Betreuung von Schwerkranken und von Menschen in der Lebensendphase zu medikalisieren und an Profis zu delegieren, anstatt sie auch als Aufgabe einer Gemeinschaft von Menschen mit palliativem und spirituellem Know-how zu verstehen. Für Spiritual Care sei zentral, dass Menschen sich in der Endphase ihres Lebens als Teil einer grösseren Gemeinschaft erleben können. Dazu bedürfe es umsorgender und sorgender Menschen und Gemeinschaften wie gemeinschaftsbasierter Caring Communities. Gleichzeitig fordert Peng-Keller, Palliative und Spiritual Care seien als Teil der öffentlichen Gesundheitsversorgung, zu verstehen.

Kleine Christliche Gemeinschaften

«Eigentlich nichts Neues» sei, was sie in den Kleinen Christlichen Gemeinschaften (KCG) tun: «Für Menschen da sein, damit sie Zugehörigkeit und Bedeutung erfahren.» Priska Blattmann, Marianne Reiser und Pfarrer Martin Piller von der Pfarrei Zürich-Seebach erzählen, eine «Inspiration aus Südafrika» habe 2006 zum Experiment KCG geführt – heute sind 40 bis 50 Personen lose mit diesen vier Quartier-Gemeinschaften verbunden oder konkret engagiert. «Alle gehören dazu, aber nicht alle gehen zum Bibelteil.» Die Teilnehmenden «verstehen sich als Kirche ohne Hauptamtliche, wir sind selbstbestimmt und selbsthörend unterwegs». Priska Blattmann und Marianne Reiser erzählen von Nachbarschaftshilfe und Integration erkrankter Personen, von Unterstützung beim Leben und Begleitung beim Sterben. Während die Pfarrei für dieses Miteinander zu gross sei, eigneten sich Nachbarschaften, Quartiere besser dafür. Über die Jahre habe sich die Zusammenarbeit und Vernetzung der KCG mit vielen anderen kleinen Gemeinschaften ergeben. Pfarrer Martin Piller sieht sich in diesem Geschehen als «Ermöglicher»



und erlebt, dass viele Leute sich freiwillig mit anderen und für andere engagieren: «Selbstbestimmt und so, wie sie es wollen» – und eben nicht als Helfende eines Pfarrers. Messen bereitet Piller bei den Leuten zu Hause und zusammen mit Nachbarinnen und Nachbarn vor, Haussegnungen werden so zu Nachbarschaftstreffen.

Seelsorge in der mobilen Palliative Care

Palliative-Care-Teams sollen die spirituellen Bedürfnisse von Patienten und Patientinnen sowohl im Spital, im Pflegeheim wie auch zu Hause aufnehmen und befriedigen können. Deshalb haben die Waadtländer Kirchen und in der Palliative Care engagierte Organisationen das Pilotprojekt «Seelsorge in der mobilen Palliative Care des Kantons Waadt» initiiert. Davon berichtet Geneviève Spring, Spitalpfarrerin am CHUV in Lausanne und Sprecherin des interprofessionellen Teams. Sie skizziert die – neben der Finanzierung – vielfältigen Herausforderungen: von der Sensibilisierung der Mitarbeitenden für Spiritualität, über das Herausfinden und Diskutieren der Werte, spirituellen Kenntnisse und Erfahrungen von pflegendem und medizinischem Personal, bis zur Entwicklung eines für alle verständlichen Vokabulars und zur Schulung in Gesprächsführung mit und zu Interventionen bei erkrankten Personen.

Letzte-Hilfe-Kurse

Offenbar ein Renner in zürcherischen Kirchgemeinden, ja über die Kantonsgrenzen hinaus, ist der

«Letzte-Hilfe-Kurs»: In diesem kompakten, halbtägigen Kurs lernen die Teilnehmenden in sechs Stunden, was sie für Nahestehende am Ende des Lebens tun können. Eva Niedermann und Matthias Fischer vermitteln im Kurs Grundwissen und wollen den Teilnehmenden Mut machen, sich sterbenden Personen zuzuwenden. «Denn Zuwendung ist das, was wir alle am Ende des Lebens am meisten brauchen.» Seit 2017 ist die reformierte Zürcher Kirche Kooperationspartnerin des internationalen Projekts Letzte Hilfe. Den Kurs bietet sie Kirchgemeinden an, für die Teilnehmenden ist er kostenlos. Je eine Fachperson aus den Bereichen Pflege/Medizin und Seelsorge/Spiritualität/Kirche leitet ihn. Seit Juni werden in Zürich zudem Kursleiterinnen und Kursleiter für die Schweiz ausgebildet. «Die Kirche will sich aktiv daran beteiligen, Wissen über Sterben, Tod und Trauer möglichst vielen Menschen zugänglich zu machen», sagen Eva Niedermann, Altersbeauftragte der Zürcher Kirche, und ihr für Palliative Care verantwortlicher Kollege Matthias Fischer. Den Kirchgemeinden empfehlen sie, den Letzte-Hilfe-Kurs mit anderen Angeboten vor Ort zu vernetzen.

Zivilgesellschaftliche Aufgabe in einer sorgenden Gemeinschaft.

Le rôle de la société civile dans une communauté solidaire.

www.pfarrei-maria-lourdes.ch > Kirche geht > Kleine christliche Gemeinschaften

www.zhref.ch > Behörden & Mitarbeitende > Bildungsangebote > Angebote nach Bedarf und auf Anfrage > Letzte-Hilfe-Kurs

«Keine lineare Erfolgsgeschichte»

Dr. iur. Walter Schmid ist Präsident von HEKS und ehemaliger Direktor der Hochschule Luzern Soziale Arbeit. Als Mitglied des Club Helvétique ist er Mitverfasser des Positionspapiers «Integration neu denken». Er gibt Auskunft, was bei der Integration zu beachten ist und wo deren Herausforderungen liegen.

Interview von Adrian Hauser

Was sind für Sie die grössten Denkfehler bei der Integration?

Es wird unterschätzt, wie viele Hindernisse es gibt. Nach wie vor ist der Zugang zum Arbeitsmarkt, auch aus rechtlichen Gründen, sehr schwer. Viele Flüchtlinge haben zudem ein ungenügendes Bildungsniveau. Daher sollte man sich zuerst überlegen, welche Integrationshindernisse es gibt und wie man diese beheben kann. In der Schweiz mit einem Ausländeranteil von zwei Millionen Menschen funktioniert aber vieles sehr gut.

Wo sind die hauptsächlichsten Hürden?

Das sind einerseits rechtliche Probleme. Den Leuten fehlen teilweise aber auch wichtige Kompetenzen, wie Sprache, Vertrautheit mit der Umgebung oder berufliche Fähigkeiten. Berufliche Kompetenzen, die Migrantinnen und Migranten aus dem Heimatland mitbringen, werden hier oft nicht anerkannt.

Was läuft momentan gut?

Ich finde es sehr erfreulich, dass der Bund den Kantonen mit der Integrationsagenda wichtige und klare Zeichen setzt. Gemäss dem Bund sollte die Integration unabhängig vom Asylentscheid sehr früh beginnen. Das ist ein grosser Fortschritt. Positiv ist auch, dass die Integrationsförderung auch für vorläufig Aufgenommene vorgesehen ist und nicht nur für anerkannte Flüchtlinge. Damit wird eine sehr wichtige Gruppe mit eingeschlossen. Das finanzielle Engagement wurde erhöht, was ich ebenfalls sehr begrüsse.

Werden damit alle wichtigen Gruppen berücksichtigt oder gibt es Lücken?

Natürlich gibt es Lücken. In der Agenda selbst wird das auch erwähnt, dass die Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommenen nur 4 Prozent der Migrationsbevölkerung ausmachen. Viele kommen über den Familiennachzug und haben deswegen nicht minder grosse Integrationsprobleme.

Eine weitere grosse Gruppe sind Eingewanderte, die im Rahmen der EU unter die Personenfreizügigkeit fallen. Nur weil sie aus Ländern der EU kommen, heisst dies nicht, dass sie deswegen keine Integrationsprobleme haben. Diese Personengruppen spricht die Agenda nicht direkt an, weist aber darauf hin, dass man auch dort Integrationsförderung betreiben muss.

Sie haben gesagt, Integration muss früh anfangen. Wie früh?

Wenn die Erwartung besteht, dass eine Person in der Schweiz möglichst bald selbständig ihr Überleben sichern muss, eigentlich ab dem ersten Tag. Viele, von denen wir früher angenommen hatten, sie würden zurückkehren, sind geblieben. Man hat ihre Integration versäumt und wundert sich nun, dass sie nur schlecht in den Arbeitsmarkt integriert sind. Man kann Menschen nicht mehrere Jahre in einem Zentrum «lagern» und dann glauben, dass die Integration später auf Knopfdruck funktioniert.

Gibt es spezielle Gruppen, die sehr grosse Schwierigkeiten haben?

Heute sind es Somalier oder Eritreer oder generell Leute mit einem niedrigen Bildungsniveau. Das Bildungsniveau ist hier in der Schweiz sehr wichtig, um ein selbständiges Leben führen zu können.

Also kann man sagen, dass die Kompetenzen und deren Anerkennung zentral für die Integration sind?

Ja, das kann man. Es wird zwar versucht, im Ausland erworbene berufliche Kompetenzen durch Validierungsverfahren anzuerkennen. Doch kürzlich hat mir ein Kantonsvertreter erklärt, das sei alles zu kompliziert. Deshalb vergesse man die Validierungsverfahren und setze lieber auf eine neue, vielleicht verkürzte, schweizerische Ausbildung. Man komme viel schneller ans Ziel, wenn man eine Person komplett neu ausbilde.

Wie steht die Schweiz mit ihrer Integrationspolitik im internationalen Vergleich da?

Sicher vergleichsweise gut. Ganz einfach deshalb, weil wir reich sind und einen funktionierenden Staat haben. Das Schulsystem ist sehr gut und es gibt verschiedenste Institutionen, die einen sehr grossen Beitrag zur Integration leisten. Wir haben auch keine Ghettos oder andere Orte, wo die Leute getrennt von der Gesellschaft leben. Ich



Walter Schmid

möchte die Situation aber nicht beschönigen. Auch wir haben einen Anteil an Leuten, die sich ausserhalb des Radars befinden. Es gibt durchaus Ansätze zur Entwicklung von Parallelgesellschaften. Die Krux bei uns ist aber vor allem die Einbürgerung. Diese ist mit ihren langen Fristen und dem dreistufigen Verfahren – Gemeinde, Kanton und Bund – im internationalen Vergleich sehr restriktiv.

Wo hinkt die Schweiz anderen Ländern hinterher?

Bei der Einbürgerung, aber auch bei der Frühförderung der Kinder und der ausserhäuslichen Betreuung, was die Erwerbstätigkeit der Eltern erheblich beeinträchtigt. Wir federn die Familienlasten durch den Sozialstaat sehr wenig ab im Vergleich zu anderen Ländern. Aber das trifft nicht nur die ausländische, sondern auch die einheimische Bevölkerung. Das hat zur Folge, dass die ausländische Bevölkerung, die oft in einem Niedriglohnsegment arbeitet, dadurch besondere Hürden bei der Integration hat. Wegen der Doppelbelastung von Beruf und Familie bleibt ihnen wenig Zeit, sich mit der Umgebung auseinanderzusetzen oder etwa die Sprache zu lernen.

Sie haben gesagt, dass Integration kein linearer Prozess ist oder sein soll. Können Sie das noch etwas genauer erklären?

Zum einen gibt es Personen, die wieder zurückgehen oder bei denen lange offen ist, wo sie überhaupt leben werden. Zum andern gibt es Rückschläge, wenn relativ gut integrierte Kinder der zweiten Generation zur Berufswahl kommen und frustriert sind, wenn sie keine Lehrstelle finden.

Diese orientieren sich dann wieder mehr an ihrer Herkunftskultur und lehnen die aktuelle Umgebung ab. Es gibt also durchaus Wellen in der Integration. Integration ist nicht immer eine lineare Erfolgsgeschichte.

Wo sehen Sie die Rolle der Kirche bei der Integration?

Die Kirchen haben eigentlich zwei Rollen. Die eine ist ihr Wächteramt, das darin besteht, christliche Werte gegenüber staatlichen und privaten Akteuren zu vertreten. Die andere ist die diakonische Rolle, indem sie das Zugehen auf Fremde und die Nächsten sichtbar praktizieren. Mit ihrem Engagement zeigen sie, dass dies nicht nur Leerformeln sind, sondern es ein konkretes persönliches Engagement bedeutet. Die Nähe zu den Menschen ist nicht immer nur erfreulich und beinhaltet das Risiko des Scheiterns. Trotzdem ist die Kirche gefordert, dies zu leben. Daher ist das Engagement von Kirchgemeinden und Freiwilligen ein sichtbares Zeichen des Christseins.

Joint Future

Walter Schmid hielt am 10. Jahrestreffen des Netzwerks «Joint Future» der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn von Ende August das Inputreferat über Integration. Das Netzwerk vereint Mitarbeitende und Freiwillige von Kirchgemeinden, die sich in Migrations- und Integrationsprojekten engagieren.

Das Grundsatzpapier: «Integration neu denken» findet sich unter www.clubhelvetique.ch
> **Grundlagenpapiere**

Ein unschätzbare Gewinn

Hans Zaugg war lange Jahre Gemeindepfarrer und Seelsorger im Care Team Kanton Bern. Er erklärt, warum die Mitarbeit in der Notfallseelsorge ihm als Pfarrer nützte, gleichzeitig aber auch die Kirchgemeinde davon profitierten konnte.

Interview von Claudia Hubacher*

Kürzlich sind Sie in Pension gegangen. Sie waren vierzig Jahre im Pfarramt tätig und davon achtzehn Jahre Mitglied des Care Teams Kanton Bern. Weshalb haben Sie sich diese lange Zeit in der Notfallseelsorge engagiert?

Ich bin 1979 Pfarrer und im Jahr 2000 Notfallseelsorger geworden, weil ich Mitmenschen in schwierigen Lebenssituationen beistehen und ihnen helfen möchte. Seit vierzig Jahren bin ich mit Leib und Seele Gemeindepfarrer. Und während nahezu achtzehn Jahren war ich nebenberuflich als Notfallseelsorger und Einsatzleiter des bernischen Care Teams im Dienste von hilfsbedürftigen Mitmenschen im ganzen Kanton unterwegs. Die Ausbildung im Care Team Kanton Bern ist vielseitig und ein grosser Gewinn für alle Pfarrpersonen. Angehörige des bernischen Care Teams können sich in ihrer fachspezifischen Aus- und Weiterbildung, aber auch in den jährlichen Wiederholungskursen bei den Rettungsdiensten laufend neue Kompetenzen erwerben in der psychologischen und seelsorgerischen Betreuung von Menschen in ausserordentlichen Situationen. In vielen Fällen kann man traumatisierten Mitmenschen in den ersten Stunden nach einem schrecklichen Ereignis helfen. Im Unterschied zum Pfarramt, das konfessionell ausgerichtet ist, tut man die Arbeit im Care Team für alle Menschen innerhalb des Kantons Bern – und zwar über alle Grenzen der Herkunft, Religion, Staatszugehörigkeit und Kultur hinweg. Menschen in Not-situationen nahe sein und beistehen ist grundsätzlich eine christliche und kirchliche Aufgabe.

Es hat Psychologen, Psychologinnen und Menschen aus verschiedenen Berufen im Care Team. Wieso braucht es Pfarrerinnen und Pfarrer in der Notfallseelsorge?

Kaum eine andere Berufsgattung ist dermassen mit dem Tod und dem Ritual Abschiednehmen konfrontiert wie Theologen, die im Pfarramt tätig

sind. Pfarrerinnen und Pfarrer können angesichts von abgrundtiefem Elend und Tod auch dann noch etwas mitbringen, wenn alles verloren ist und therapeutische Ansätze nicht mehr helfen. Dass Pfarrpersonen im Care Team an vorderster Front mit Angehörigen der Kantonspolizei, der Rettungsdienste und der Feuerwehren zusammenarbeiten, ist für die alltägliche pfarramtliche Tätigkeit und für die Stellung der Kirche in der säkularisierten Gesellschaft zudem von unschätzbarem Gewinn. Heute ist die Zahl der Pfarrpersonen im bernischen Care Team gegenüber den Nichttheologen sehr klein. Anfänglich wurde die Care-Arbeit unter der Bezeichnung «Notfallseelsorge» bekannt und ausschliesslich von Pfarrpersonen geleistet. Dann wurde die Bezeichnung «Notfallseelsorge» zugunsten des säkularen Namens «Care Team» aufgegeben.

Wie konnten Sie die schlimmen Erlebnisse verarbeiten und mit dieser schwierigen Aufgabe zurechtkommen?

Es gibt verschiedene Faktoren, die mir bei meinen notfallseelsorgerischen Einsätzen, bei Ohnmachtsgefühlen und bei der Verarbeitung eines schweren Einsatzes geholfen haben: Meine Kompetenz als Notfallseelsorger habe ich gut ausgebildet und Jahr für Jahr weitergebildet. Mein Vertrauen zu Gott und die Verankerung zur Religion hilft mir dabei ebenso. Ausserdem denke ich sehr positiv. Ich spreche auch über das Erlebte im vertrauten und diskreten Rahmen mit anderen Care-Leuten, mit Polizisten, Rettungssanitätern und mit der Ehefrau. Meine Gewissheit, dass zum Leben auch Leid und Tod gehört, unterstützt mich ebenfalls. Ich achte auf eine gesunde Ernährung und treibe viel Sport. Mir ist ein erholsamer Schlaf auch sehr von Bedeutung. Zu Hause und im Beruf habe ich ein sehr gutes Umfeld, dazu pflege ich meine Ehe und das Familienverhältnis sehr.

Gibt es etwas, das Sie nicht missen möchten?

Der Zugang zu unterschiedlichsten Menschen in Grenzsituationen des Lebens, die kollegiale Zusammenarbeit und enge Vernetzung mit den Blaulichtorganisationen sowie die unplanbaren Einsätze rund um die Uhr machten die Arbeit als «Notfallseelsorger» interessant, spannend und abwechslungsreich. Manches Erlebnis hat sich tief in mir eingepägt.

Auf Pikett wurden Sie manchmal aus dem Pfarramt weggerufen. Hat Ihre Arbeit im Care Team der Kirchgemeinde auch etwas gebracht?

* Synodalrätin und Departementschefin Sozialdiakonie



Mitarbeit im Care Team: Christian Sieber, Chef Regionalpolizei MEOA, Barbara und Hans Zaugg, Pierre-André Kuchen, stv. Leiter Care Team Kanton Bern.

Collaboration au sein du Care Team: Christian Sieber, chef de la police régionale, Barbara et Hans Zaugg, Pierre-André Kuchen, chef adjoint du Care Team du canton de Berne.

Ja, sicher! Die Mitarbeit ist nicht nur für uns Pfarrerinnen und Pfarrer eine gewinnbringende und nützliche Sache, sondern auch für Kirchgemeinden. Sie können von der seelsorgerischen Weiterbildung und Zusatzkompetenz ihrer Pfarrperson viel profitieren. Eine Kirchgemeinde muss zwar eine Pfarrperson einmal pro Jahr für sieben Tage entbehren und der Allgemeinheit des ganzen Kantons zur Verfügung stellen, aber dafür bringen Pfarrerinnen und Pfarrer mit notfallseelsorgerischer Schulung und Erfahrung viel Wissen und Können in die eigenen Kirchgemeinden ein.

Der Anteil an Pfarrpersonen im Care Team schwindet rapid. Ausserdem ist der Frauenanteil hoch. Wie schätzen Sie diese Entwicklung ein?

Dass im bernischen Care Team ungefähr zwei Drittel Frauen und ein Drittel Männer mitarbeiten, ist irgendwie begreiflich. Trösten und Mittrauern ist von Natur aus eher eine mütterliche Angelegenheit. Aber ich habe als Einsatzleiter des Care Teams Kanton Bern Situationen erlebt, in denen es für gewisse Betreuungsaufgaben unbedingt Männer brauchte.

Wer eignet sich fürs Care Team (und wer nicht)?

Für die Mitarbeit im Care Team Kanton Bern braucht es folgende Voraussetzungen:

Man sollte eine grosse Begabung und Motivation haben, um in tragischen Akutfällen seelsorgerlich zu helfen. Den Menschen vorurteilslos lieb haben, auch das ist sehr wichtig. Ich muss immer

mit sehr viel Herz und Verstand bei der Sache sein. Dinge wie Mut, Wille, Robustheit, Belastbarkeit, Ausdauer und Flexibilität muss man einfach haben. Eine gewisse Lebens- und Berufserfahrung mit der Bereitschaft zu interdisziplinärer Zusammenarbeit mit Blaulichtorganisationen ist ebenso von grosser Bedeutung. Sich nicht zu schade sein, um einmal im Jahr einen einwöchigen Wiederholungskurs bei Rettungsorganisationen zu absolvieren.

Man muss flexibel sein und bereit sein zu ausserordentlichen Einsätzen, und das rund um die Uhr im ganzen Kanton. Zu guter Letzt ist es noch sehr wichtig, dass man sehr sicher Auto fährt.

Wie könnten wieder mehr Pfarrpersonen fürs Care Team gewonnen werden?

Die Leiterin des Care Teams Kanton Bern möge in den Vikariatskursen ein Zeitfenster bekommen, während dessen sie die kantonalbernische Care-Organisation und die dahintersteckende notfallseelsorgerliche Tätigkeit von rund 160 Leuten im Dienst der Öffentlichkeit vorstellen und dafür Werbung machen kann. Der Synodalrat möge sich stets um die Belange des Care Teams Kanton Bern kümmern, dieses finanziell und ideell mittragen und die Verantwortlichen und die im Care Team eingeteilten Pfarrpersonen in ihrem Dienst ermutigen und unterstützen. Das bernische Care Team ist ein sinnvoller «Brückenschlag» von Kirche und Staat.

KREUZ UND QUER

DE LONG EN LARGE

KOLUMBIEN

Frauen für den Frieden

Im Zentrum der diesjährigen HEKS-Sammlung steht Gloria Suárez, Projektleiterin der Organización Femenina Popular OFP in Kolumbien. Der HEKS-Programmverantwortliche Leo Meyer berichtet im Interview, weshalb die Arbeit von HEKS auch nach Abschluss des Friedensvertrages wichtig ist.

Interview von Lisa Krebs



Leo Meyer

Weshalb sind Frauen besonders betroffen von den Auswirkungen des Bürgerkriegs?

2016 konnte mit den FARC-Rebellen ein Friedensvertrag abgeschlossen werden, doch dieser ist brüchig. Hunderttausende Menschen sind verschwunden oder wurden vertrieben. Frauen litten besonders darunter, weil oft ihre Männer getötet wurden und sie als Alleinerziehende und von ihrem Grundstück Vertriebene ihre Familie ernähren mussten. Aber auch sexuelle Gewalt gegen Frauen war verbreitet. Die Frauen verloren mit der Vertreibung oft auch Rechte, wie etwa den Anspruch auf ihr meist kleines Stück Land, oder den Zugang zu ihrem Haus, zu ihrem Besitz.

Mit welchen konkreten Massnahmen unterstützt OFP benachteiligte Frauen?

OFP hilft den Frauen konkret, Gräueltaten zu verarbeiten, sich zu vernetzen, Einkommensmöglichkeiten aufzubauen oder ihre Wohnsituation zu sichern und zu verbessern. OFP verfügt auch über ein Netz von Frauenhäusern bzw. lokalen Begegnungs- und Verpflegungszentren sowie ein

Zentrum für Senioren. Juristinnen bringen Menschenrechtsverletzungen vor Gericht und unterstützen Opfer von Landvertreibungen bei ihren Forderungen nach staatlicher Wiedergutmachung. Sie setzt sich auf politischer Ebene dafür ein, dass die verschiedenen Verpflichtungen im Friedensvertrag auch tatsächlich umgesetzt und die Menschenrechte respektiert werden.

Woher nehmen die Frauen den Mut, in einem solchen Umfeld für ihre Rechte zu kämpfen?

Einerseits sind diese Frauen tief überzeugt, einfach das Richtige zu tun, ohne zuerst die Gefahren und die Risiken zu hinterfragen. Ich denke, der christliche Glaube spielt dabei eine wichtige Rolle und gibt ihnen Kraft. Absolut wichtig und zentral ist aber auch die Vernetzung der Frauen untereinander, das gemeinsame Leiden das zusammenschweisst; das Gemeinschaftsgefühl, sich zusammen gegen Ungerechtigkeiten zu wehren.

Wird OFP von staatlicher Stelle anerkannt?

Vor allem auf lokaler Ebene, aber auch auf Distriktebene wird von den offiziellen Stellen die Arbeit von OFP anerkannt.

Seit der Unterzeichnung des Waffenstillstands sind erst zwei Jahre verstrichen. Gibt es Anzeichen der Verbesserung der Situation?

Die Umsetzung des Friedensvertrages kommt kaum voran. Der im Juni gewählte Präsident hat angekündigt, dass er Teile des Friedensvertrages neu aushandeln will. Klar erreicht wurde bis jetzt eigentlich nur die Demilitarisierung eines grossen Teils der FARC. Andere Komponenten des Vertrages, etwa eine integrale Landreform, kommen nicht voran.

Die Gewalt gegen Menschenrechtsverteidiger oder Führer von Dorfgemeinschaften hat seit der Unterzeichnung des Friedensvertrages sogar zugenommen, dies, weil andere dubiose Akteure in dem durch die Entwaffnung der FARC entstandenen Vakuum ihre Interessen durchsetzen.

Unterstützen Sie die Kampagne!

Auch dieses Jahr sind die Kirchgemeinden aufgerufen, die HEKS-Kampagne vom 3. bis 15. Dezember finanziell und ideell zu unterstützen. Es wird ein Beitrag von 40 Rappen pro Mitglied empfohlen, falls nicht bereits ein höherer Beitrag an HEKS bezahlt worden ist.

Weitere Informationen und Arbeitsinstrumente für Kirchgemeinden: www.heks.ch > Gloria

Theologe, Christ, politischer Mensch

Matthias Zeindler – 2019 ist ein Karl-Barth-Jahr. Kurz nach dem Ersten Weltkrieg, 1919, publizierte ein junger Aargauer Pfarrer ein Buch zum Römerbrief des Paulus. Dieses Buch sorgte für grossen Aufruhr in Theologie und Kirche. Und es war der Anfang von Karl Barths grossem theologischem Werk, das bis heute Spuren hinterlässt.

Berner Münster und Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn führen zum Barth-Jahr eine Veranstaltungsreihe mit Vorträgen, Diskussionen, Gottesdiensten und einem Film über diese wichtige Persönlichkeit durch. Die Abende wollen zeigen, was für ein Mensch Barth war, wie er dachte und welchen Einfluss er auf Kirche und Gesellschaft hatte.

Die Abende können auch einzeln besucht werden. Der Eintritt ist frei.

Vorträge mit Diskussion

Ort: Münster

• *Donnerstag, 29. November 2018, 19.30–21 Uhr*

Karl Barth: Leben zwischen Bern und Basel

Referent: Dr. Peter Zocher, Leiter Barth-Archiv Basel

• *Donnerstag, 13. Dezember 2018, 19.30–21 Uhr*

Theologie als bescheidene, befreite, kritische und fröhliche Wissenschaft – oder: Warum ich mit dem Theologen Karl Barth nicht fertig werde

Referentin: Prof. Dr. Magdalene L. Frettlöh, Universität Bern

• *Donnerstag, 17. Januar 2019, 19.30–21 Uhr*

Eine Schweizer Stimme, weltweit gehört.

Karl Barth – Prophet und Politiker

Referent: Pfr. Daniel Ficker,

Kirchgemeinde Bern-Petrus

• *Donnerstag, 31. Januar 2019, 19.30–21 Uhr*

Konsequent einseitig: Barth und Mozart

Referent: Prof. Dr. Matthias Zeindler,

Leiter Bereich Theologie, Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn

Musik: Bernhard Röthlisberger (Klarinette),

Daniel Glaus (Orgel)

Gottesdienste

Ort: Münster

• *Sonntag, 9. Dezember 2018, 10 Uhr*

Pfr. Beat Allemann und Daniel Glaus, Orgel

• *Sonntag, 3. Februar 2019, 10 Uhr*

Prof. Dr. Matthias Zeindler und Daniel Glaus,

Orgel

Film

• *Donnerstag, 21. Februar 2019, 19.30–21 Uhr*

Ort: Herrengasse 11

«Gottes fröhlicher Partisan», Schweiz 2017

Film und Filmgespräch mit Regisseur Peter

Reichenbach



BEWAHRUNG DER SCHÖPFUNG

Aufgepasst bei Palmöl

*Marcel Maier** – Palmöl befindet sich inzwischen in vielen Produkten und Nahrungsmitteln, die wir tagtäglich verwenden oder essen. Der Anbau und die Gewinnung von Palmöl bedeuten Eingriffe in der Natur, und damit verschärfen wir die Bedrohung für die tropischen Regenwälder. Viele Menschen wissen das nicht. Palmöl wird vor allem für die Produktion von Emulgatoren, Tensiden (Derivate) und weiteren Inhaltsstoffen (wie z. B. Glycerin) eingesetzt. Für den Konsumenten ist es oftmals schwierig herauszufinden, ob z. B. Kosmetika oder Reinigungsmittel Zutaten enthalten, die aus Palmöl hergestellt wurden. In den Inhaltsangaben steht anstelle von «Palmöl», «Sodium Lauryl Sulfoacetate» oder «Cetyl Palmitate». Um sicher zu sein, dass Produkte oder Nahrungsmittel wirklich ohne Palmöl hergestellt worden sind, müssen wir uns nach Alternativen umsehen. Der Verzicht auf Fertigprodukte und das Kochen mit frischen Lebensmitteln



bieten die grösste Gewissheit. Für Kosmetikartikel, Seifen oder sonstige Reinigungsmittel gilt: Palmölfreie Produkte müssen nicht teurer sein als herkömmliche und können von ausgewiesenen Firmen bezogen werden.

Im Haus der Kirche wird seit kurzem eine palmölfreie und vollständig auf europäischen Pflanzen basierende Toilettenseife verwendet. Die Reinigungsleistung ist durchaus vergleichbar.

Brandrodung des Regenwalds für Palmölplantagen.

Déforestation par brûlis de la forêt tropicale humide pour les plantations d'huile de palme.

* Leiter Infrastruktur

Hoffnung für Kinder und Jugendliche

*Pia Grossholz-Fahrni** – Am 25. November wird im Kanton Bern über das Referendum zum Kredit für die Unterbringung von unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) abgestimmt.

Nach der Ablehnung des Kredits für die Asylsozialhilfe in der Volksabstimmung vom Mai 2017 hat der Migrationsdienst das Konzept für die Unterbringung der UMA angepasst, um die Kosten zu senken. Der Synodalrat hat sich für eine Unterbringung eingesetzt, die der Kinderschutzkonvention entspricht und in der die jungen Menschen betreut und begleitet werden.

Die Betroffenen leben ganz allein hier. Alle Aufgaben, die sonst in der Familie geleistet werden, müssen von Betreuungspersonen erbracht werden. Neben den sprachlichen und kulturellen Schwierigkeiten sind viele Betroffene von den Erlebnissen im Ursprungsland und durch die Flucht traumatisiert. Es ist deshalb wichtig, dass sie in geeigneten Strukturen aufwachsen. Die meisten UMA werden in der Schweiz bleiben. Es lohnt sich deshalb, sie möglichst gut zu integrieren – nur schon, um spätere Sozialhilfeabhängigkeit zu vermeiden.

Die Bundesgelder reichen dafür nicht aus, auch nicht nach deren Anhebung im nächsten Mai. Der Kanton geht mit dem neuen Unterbringungskonzept bis an die unterste Grenze; so sollen teilweise schon 17-Jährige wie Erwachsene behandelt werden. Trotzdem wurde das Referendum ergriffen.

Hoffentlich zeigen die Stimmberechtigten deutlich, dass ihnen das Wohlergehen von Kindern und Jugendlichen – auch wenn es sich um Asylsuchende handelt – wichtig ist.

* Synodalrätin, Departementschefin OeME-Migration
Conseillère synodale, cheffe du département CFTN-Migration

F VOTATION SUR LE CRÉDIT EN MATIÈRE D'ASILE

Un espoir pour les enfants et les jeunes

*Pia Grossholz-Fahrni** – Les citoyennes et citoyens du canton de Berne voteront le 25 novembre sur le référendum sur le crédit pour l'hébergement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA).

Suite au rejet en votation populaire en mai 2017 du crédit sur l'octroi de l'aide sociale en matière d'asile, le service des migrations a revu son concept pour l'hébergement des RMNA, dans un souci de réduction des coûts. Le Conseil synodal s'est engagé pour que cet hébergement soit conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant, et pour que les jeunes y soient pris en charge et accompagnés.

Ces derniers vivent totalement seuls dans notre pays. Des personnes accompagnantes doivent se charger de toutes les tâches ordinairement fournies par la famille. En plus des difficultés linguistiques et culturelles, beaucoup de ces jeunes sont traumatisés par ce qu'ils ont vécu dans leur pays d'origine et durant leur exil. Il est donc important qu'ils grandissent au sein de structures adaptées. La plupart des RMNA resteront en Suisse. Il vaut dès lors la peine de les intégrer le mieux possible, ne serait-ce que pour éviter toute future dépendance à l'aide sociale.

Les subventions fédérales ne suffisent pas pour cela, malgré une augmentation prévue en mai prochain. Avec le nouveau concept d'hébergement, le canton s'approche du minimum vital. Ainsi, des jeunes de 17 ans seront traités en partie comme des adultes. Un référendum a malgré tout été lancé.

Espérons que les votantes et les votants affichent clairement leur attachement au bien-être des enfants et des jeunes, même s'il s'agit de requérants d'asile.

KOLLEKTENERGEBNIS

Pfingst-Kollekte 2018

Die Kollekte stand unter dem Rahmenthema «Unterstützung von Kindern in schwierigen familiären oder finanziellen Situationen». Sie ergab einen Betrag von CHF 66 085.10. Zu je 25% wurden das aebi-hus, Bern und Biel, das Centre social protestant Berne-Jura, das Frauenhaus Thun – Berner Oberland und Kompass Solothurn berücksichtigt. Ergebnisse der Vorjahre: 2017: CHF 59 205.40; 2016: CHF 65 251.05; 2015: CHF 65 072.10.

F RÉSULTAT DE LA COLLECTE Collecte de Pentecôte 2018

La collecte de Pentecôte 2018 était placée sous le thème général du «Soutien à des enfants confrontés à des situations familiales et financières précaires». Elle a rapporté un montant de CHF 66 085.10. Ce montant a été versé aux institutions suivantes à raison de 25% chacune: la fondation aebi-hus, Berne et Bienne, le Centre social protestant Berne-Jura, le centre de conseil et d'hébergement pour femmes à Thoune – Oberland bernois et l'association Kompass Soleure. Résultats des années précédentes: 2017: CHF 59 205.40; 2016: CHF 65 251.05; 2015: CHF 65 072.10.

26, 27 et 28 octobre

Neuchâtel: Prix Farel, Festival international du film

La Ville de Neuchâtel accueille le Prix Farel du Festival international du film à thématique religieuse. Organisé tous les deux ans, il permet aux réalisateurs, spécialistes ou non de la thématique religieuse et venant principalement notamment des pays francophones, de se rencontrer et de confronter leurs expériences. Loin des clichés habituels, les films ou documentaires à thématique religieuse englobent des réalisations variées ayant trait au fait religieux et au domaine de la spiritualité. Le festival est organisé, les années paires, en alternance avec le Séminaire Farel qui se déroule dans une ville européenne. Les Séminaires sont consacrés à des réflexions qui rassemblent les professionnels du documentaire et des télévisions de service public. L'entrée est libre.

Lieu: cinéma Bio, Neuchâtel

27. Oktober und 10. November

Basismodul: Neu im Kirchgemeinderat

Sie sind Kirchgemeinderätin/-rat und möchten genauer wissen, welche Aufgaben, Verantwortlichkeiten und Kompetenzen zur neuen Tätigkeit gehören. Sie erhalten einen Überblick dazu und können mit anderen Teilnehmenden Erfahrungen austauschen.

Ebenso haben Sie die Möglichkeit, sich an einem Kursabend vertieft wahlweise mit einem Themenfeld der Freiwilligenarbeit oder der regionalen Zusammenarbeit auseinanderzusetzen.

Integrierender Bestandteil des Kurses ist eine computergestützte Vorbereitung: Voraussetzung für die Teilnahme ist ein Zugang zum Internet sowie Ihre Bereitschaft, ca. 2 bis 3 Std. Vorbereitungszeit pro Kurstag zu investieren.

Zeit: 9–17 Uhr
Ort: Haus der Kirche, Altenbergstr. 66, Bern

31. Oktober

Weiterbildungstag für Sigristen/ Sgristinnen

Sgristinnen und Sgristen sind durch ihre Präsenz in den kirchlichen Gebäuden zentrale Ansprechpersonen. In ihrer Rolle als Gastgeberinnen/Gastgeber ist es wesentlich, mit unterschiedlichsten Menschen kommunizieren und zuvorkommend umgehen zu können.

Insbesondere der Umgang mit schwierigen Gesprächssituationen kann im geschützten Rahmen erprobt und später sicherer angewendet werden. Dazu will der Weiterbildungstag Gelegenheit bieten und die Teilnehmenden mit aktivierenden Methoden in die Welt des Kommunizierens einführen.

Die Teilnehmerzahl ist auf 20 beschränkt.

Zeit: 9–17 Uhr
Ort: Haus der Kirche, Altenbergstr. 66, Bern

31. Oktober

Besuchsdienstmodul C: Balance von Nähe und Distanz

Die Begleitung von Menschen ist eine bereichernde Aufgabe. Wir können uns einbringen, Beziehung mitgestalten und Sinn erleben. Sie fordert aber auch einen hohen persönlichen Einsatz im Spannungsfeld zwischen Nähe und Distanz. Wie können wir die Begegnung ermöglichen, ohne vereinnahmt zu werden, wie uns abgrenzen, ohne zu verletzen?

Zeit: 13.30–17 Uhr
Ort: Haus der Kirche, Altenbergstr. 66, Bern

3. November

Verleihung Förderpreis für christlich-muslimische Gruppe

Die Gruppe «Amitié en Humanité» engagiert sich für ein friedliches Zusammenleben von Muslimen und Christen im Jura. Dafür organisiert die Gruppe regelmässig Picknicks und Abendessen, Vorträge und Tagungen zu Themen aus Islam und Christentum sowie Theateraufführungen und Ausstellungen.

Für dieses Engagement erhält die Gruppe den Förderpreis der Fachstelle Migration der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn.

Zeit: 18–20 Uhr
Ort: Haus der Kirche, Altenbergstr. 66, Bern

6. November

Zusammen spielen – Neue Spiele für viele Generationen

Mögen Sie sich anregen lassen durch neue Spiele in der Alters- und Generationenarbeit, diese selber ausprobieren und auf ihre Anwendbarkeit für Anlässe überprüfen?

Am Kurs haben Sie Gelegenheit, neue Spiele kennen zu lernen und alte Spiele neu zu spielen.

Hans Fluri, der Begründer und Spielpädagoge der Spielakademie Brienz, wird mit konkreten Tipps durch einen abwechslungsreichen Nachmittag führen.

Zeit: 16–19 Uhr
Ort: Haus der Kirche, Altenbergstr. 66, Bern

6 novembre

Sornetan: préparation du Dimanche de l'Eglise 2019

Le 6 novembre, le Centre de Sornetan propose une soirée dont l'objectif est que chaque équipe paroissiale puisse repartir avec des pistes concrètes lui permettant de construire «son» Dimanche de l'Eglise. Les participants recevront divers documents. La rencontre est offerte et le repas (20 francs) peut être remboursé par la paroisse. Le Dimanche de l'Eglise est célébré le premier dimanche de février, soit le 3 février 2019. Inscription jusqu'au 27 octobre.

Heure: 18 h à 22 h
Lieu: Centre de Sornetan

7 novembre

Delémont: ciné-club

Cet automne, le ciné-club vous propose quatre regards de cinéastes sur la vie de Jésus. A travers les époques et les styles, comment le personnage de Jésus a-t-il été compris au cinéma? Que nous disent ces films sur les Evangiles et la foi? Des interprétations les plus loufoques au plus sérieuses, venez découvrir Jésus sur grand écran! Le 7 novembre, le ciné-club propose «Marie Madeleine» (USA, UK, Australie, 2018, 120 min.). L'histoire de Jésus à travers ce personnage féminin énigmatique. Marie Madeleine qui défie les traditions de sa famille pour rejoindre un nouveau mouvement mené par le charismatique Jésus de Nazareth. Elle trouve rapidement sa place au cœur d'un voyage qui va les conduire à Jérusalem. La projection est suivie d'un temps de discussion pour celles et ceux qui le souhaitent. Entrée libre, ouvert à tous.

Heure: 19 h
Lieu: Centre réformé, Delémont

8. November

Besuchsdienstmodul D: Wenn die besuchten Menschen älter werden

Wenn Besuchte ins fragile und abhängige Alter kommen, stellen sich für die Besuchenden neue Herausforderungen. Einerseits ist es wichtig, über die Veränderungen und Einschränkungen, die das hohe Alter mit sich bringt, Bescheid zu wissen. Andererseits ist es hilfreich, sich mit den eigenen Vorstellungen vom Alter und Altern auseinanderzusetzen. Im Kurs werden weiter die Lebensqualität, das Wohlbefinden und die Gesundheit im hohen Alter thematisiert.

Zeit: 13.30–17 Uhr
Ort: Haus der Kirche, Altenbergstr. 66, Bern

29 novembre

Delémont: «café spirituel»

Le centre réformé de Delémont propose un café spirituel destiné à nous interroger sur notre fin de vie. Intitulé «Fin de vie: pouvons-nous choisir?», il posera la question de savoir comment vivre au mieux cette dernière étape de notre parcours terrestre. Au début de chaque rencontre, une ou deux personnes présentent le sujet du jour et donnent quelques pistes de discussion. Autour d'un verre, dans une ambiance informelle, chacun-e est ensuite invité-e à partager ses idées ou à simplement écouter. Le but du café n'est pas de donner des réponses mais de chercher ensemble, en échangeant expériences et opinions.

Heure: 19 h 30 à 21 h
Lieu: Centre réformé, Delémont

Für weitere Informationen / Pour de plus amples informations: refbejuso.ch > Agenda



Reformierte Kirchen
Bern-Jura-Solothurn
Eglises réformées
Berne-Jura-Soleure

Kurse und Weiterbildung

18217

Stark fürs Leben werden

Ökumenischer Impulstag mit Franz Kett
03.11.2018, 09.00–16.30 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern
Anmeldeschluss: 22.10.2018

18204

Zusammen spielen

Neue Spiele für vier Generationen – oder doch lieber jassen?
06.11.2018, 16.00–19.00 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern
Anmeldeschluss: 06.10.2018

18231

Dein Reich komme! Das Gebet Jesu aus seiner Zeit heraus verstehen

Einführung in ein neues Lehrmittel, das Kindern das Vaterunser / Unservater anhand einer packenden Geschichte zugänglich macht
08.11.2018, 08.45–12.15 Uhr
Fachstelle Religionspädagogik, Zähringerstrasse 25 (1. UG), Bern
Anmeldeschluss: 01.11.2018

18232

Wie wir mit Kindern und Jugendlichen «seelsorgerlich» unterwegs sein können

«Seelsorgerliche» Begleitung durch Katechetinnen und Katecheten im Unterricht
15.11.2018, 09.00–17.00 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern
Anmeldeschluss: 30.10.2018

18209

Vorbereitungstagung zum Weltgebetstag 2019 (inkl. Kinderliturgie)

Liturgie aus Slowenien: Come – Everything Is Ready
17.11.2018, 09.00–17.00 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern
Anmeldeschluss: 31.10.2018

18210

Vorbereitungstagung zum Weltgebetstag 2019 (inkl. Kinderliturgie)

Liturgie aus Slowenien: Come – Everything Is Ready
19.11.2018, 08.30–16.30 Uhr, Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern
Anmeldeschluss: 31.10.2018

Basismodul: Neu im Kirchgemeinderat (mit computergestützter Vorbereitung)

Einführung in die Aufgaben, Verantwortlichkeiten und Kompetenzen
Dieser Kurs ist auch für Rätinnen/Räte aus unserem solothurnischen Kirchengebiet geeignet.
17.01., 07.02., 28.02., 14.03.2019, jeweils 18.00–21.00 Uhr
Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern
Anmeldeschluss: 18.12.2018

Berner Werktag für Kirchenbasare

Lassen Sie sich inspirieren von vielfältigen Materialien, Techniken und Gestaltungsideen. Am Werktag erhalten Sie in den Kursen neue Impulse und Anregungen für Ihre eigene Basararbeit.

23.01.2019, 09.00–16.00 Uhr,
Kirchgemeindehaus Johannes, Wylstrasse 5, Bern

Weitere Informationen können Sie einholen bei Christine Lehni,
Basarverantwortliche von Mission 21, T 061 260 22 36,
christine.lehni@mission-21.org

Zwischen Abschied und Neubeginn

Von der beruflichen in die nachberufliche Zukunft
Eine Woche grenzüberschreitendes Pilgern mit Begegnungen sowie inhaltlichen und theologischen Impulsen. Wir nehmen uns unterwegs Zeit, die Herausforderungen zu bedenken, die im Übergang zur Pensionierung und nachher auf uns warten.

Kursauftakt: 04.09.2019, 18.00–21.00 Uhr,
Haus der Kirche, Altenbergstrasse 66, Bern

Unterwegs: 28.10.–01.11.2019,
von Valchava, Müntertal bis Schlanders, Vintschgau
Anmeldeschluss: 31.03.2019

Hol-
Angebot

Mit dem neuen Konflehmittel arbeiten

Einführung oder Vertiefung in die Arbeitshilfe
«Wir leben in Beziehungen» und das «FaithBook»
Nach Vereinbarung

Hol-
Angebot

Medienberatung in den Kirchlichen Bibliotheken

www.kirchliche-bibliotheken.ch
Nach Vereinbarung

Anmeldung an die Kursadministration

Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn, Kursadministration,
Altenbergstrasse 66, Postfach, 3000 Bern 22,
T 031 340 24 24, kursadministration@refbejuso.ch
www.refbejuso.ch/bildungsangebote

KURZ UND BÜNDIG

KREISSCHREIBEN DES SYNODALRATS

EN **BREF**

CIRCULAIRE DU CONSEIL SYNODAL

Konstituierende Synode 7. November 2018

Traktandenliste

Besinnung und Gebet: «Vorbereitungsgruppe Gottesdienst»

1. Eröffnung durch den Alterspräsidenten, Christoph Jakob (Liberale Fraktion)
2. Einsetzen des provisorischen Büros der Synode durch den Alterspräsidenten
3. Gesamterneuerungswahlen der Synode, Erwahrung
4. Wahl von zwölf Synodemitgliedern als Stimmzählende (zwei pro Fraktion)
5. Wahl des Büros der Synode
 - 5.1. Wahl des Präsidiums für die Jahre 2018–2020
 - 5.2. Wahl des Vizepräsidiums für die Jahre 2018–2020
 - 5.3. Wahl eines deutsch- und eines französischsprachigen Synodesekretärs
6. Inpflichtnahme der Mitglieder des Synodebüros
7. Wahl des Synodalrats
 - 7.1. Wahl des Präsidiums
 - 7.2. Wahl des Vertreters des kirchlichen Bezirks Jura
 - 7.3. Wahl der übrigen fünf Mitglieder
8. Wahl der Mitglieder von Synodekommissionen
 - 8.1. Wahl der Mitglieder der Geschäftsprüfungskommission (11 Mitglieder)
 - 8.2. Wahl der Mitglieder der Finanzkommission (9 Mitglieder)
 - 8.3. Wahl der Mitglieder der Kommission für die Gesprächssynode (6 Mitglieder)
 - 8.4. Wahl des Präsidiums und der Mitglieder und Ersatzmitglieder der Rekurskommission (3 Mitglieder / 3 Ersatzmitglieder)
9. Wahl der neun Abgeordneten für die Abgeordnetenversammlung des Schweizerischen Evangelischen Kirchenbunds
10. Inpflichtnahme der Mitglieder der Synode und des Synodalrats anlässlich der Gottesdienstfeier im Berner Münster

F Synode constitutif du 7 novembre 2018

Ordre du jour

Méditation et prière: «Groupe de préparation culte»

1. Accueil par Monsieur Christoph Jakob (Fraction libérale), le doyen des députées et députés au Synode
2. Désignation du bureau provisoire du Synode par le doyen
3. Elections générales au Synode; validation de l'élection
4. Election de douze députées et députés au Synode à la fonction de scrutatrices et scrutateurs (deux par fraction)
5. Election du bureau du Synode
 - 5.1. Election du président pour les années 2018–2020
 - 5.2. Election du vice-président pour les années 2018–2020
 - 5.3. Election d'un secrétaire francophone et d'un secrétaire germanophone
6. Assermentation des membres du bureau du Synode
7. Election du Conseil synodal
 - 7.1. Election du président
 - 7.2. Election du représentant de l'arrondissement ecclésiastique du Jura
 - 7.3. Election des cinq autres membres
8. Election des commissions permanentes du Synode
 - 8.1. Election des membres de la commission d'examen de gestion (11 membres)
 - 8.2. Election des membres de la commission des finances (9 membres)
 - 8.3. Election des membres de la commission du Synode de réflexion (6 membres)
 - 8.4. Election de la présidence et des membres de la commission des recours (3 membres / 3 membres suppléants)
9. Election des neuf députées et députés à l'Assemblée des déléguées et délégués de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS)
10. Assermentation des députées et députés au Synode et du Conseil synodal lors de la cérémonie qui suit le Synode à la Collégiale de Berne

Evangelisch-Lutherische Kirche Bern

Die Kirchen evangelisch-lutherischer und evangelisch-reformierter Konfession sind in der Gemeinschaft Evangelischer Kirchen in Europa (GEKE) miteinander verbunden. Aufgrund der Leuenberger Konkordie aus dem Jahre 1973 gewähren sie sich gegenseitig Kanzel- und Abendmahlgemeinschaft. Im Kanton Bern geht ein Vertrag aus dem Jahre 1997 näher auf das gegenseitige Verhältnis ein. Demnach anerkennt die Evangelisch-reformierte Kirche die «Lutherische Kirche als eine eigenständige, mit ihr wesensmässig verbundene Kirche» (Art. 1). Diese wiederum empfiehlt ihren Konfessionsangehörigen zusätzlich die Zugehörigkeit in unserer Landeskirche (Art. 2). Der Vertrag sieht u. a. vor, dass die reformierten Kirchgemeinden einen Beitrag an die Lutherische Kirche leisten, der sich nach der Zahl der in ihrem Kirchgemeindegebiet wohnenden evangelisch-reformierten und evangelisch-lutherischen Doppelmitglieder bemisst oder in einer «angemessenen Pauschalleistung» besteht. Aus Gründen der Gemeindeautonomie kommt er deshalb nur dort zum Tragen, wo das zuständige Organ der Kirchgemeinde einen Eintritt in den Vertrag beschlossen hat (Art. 5).

Die politischen Gemeinden führen lediglich die Zugehörigkeit zu einer Landeskirche oder zur jüdischen Gemeinde im Einwohnerregister. Die Mitgliedschaft in der Evangelisch-Lutherischen Kirche wird demgegenüber nicht besonders vermerkt. Für die Evangelisch-Lutherische Kirche Bern erweist sich daher das Führen einer Mitgliederliste als anspruchsvoll. Aus diesem Grund lädt der Vertrag die beigetretenen Kirchgemeinden dazu ein, Mutationen von Doppelmitgliedern auch der Evangelisch-Lutherischen Kirche Bern zu melden (Art. 6 Abs. 1). Vorbehalten bleibt der Fall, dass das betroffene Doppelmitglied mittels Datensperre eine solche Meldung unterbunden hat.

Der Synodalrat bittet die Kirchgemeinden darum, den Vertrag von 1997 mitzutragen (Art. 4 Abs. 2). Zur Evangelisch-Lutherischen Kirche Bern bestehen sehr enge und freundschaftliche Verbindungen. Dass die evangelisch-lutherischen Mitglieder ebenfalls unserer Kirche angehören, ist eine wertvolle innerevangelische Errungenschaft.

Der Vertrag zwischen der Evangelisch-reformierten Kirche des Kantons Bern und der Evangelisch-Lutherischen Kirche Bern vom 10. November 1997 kann in der Kirchlichen Erlassammlung (KES) unter der Nummer 91.710 eingesehen werden.

AMTSEINSETZUNGEN

Neue Pfarrerrinnen und Pfarrer

Pfrn. Christine Rupp, Pfr. Lorenz Hänni und Pfr. Jürg Sven Scheidegger, alle in der Kirchgemeinde Köniz. Die Amtseinsetzungen finden am 4. November 2018 in der Thomaskirche Liebefeld statt, als Installatorin wirkt Pfrn. Cornelia Nussberger.

F CONTRAT

L'Eglise luthérienne évangélique de Berne

Les Eglises de confession luthérienne évangélique et réformée évangélique sont réunies au sein de la Communion d'Eglises Protestantes en Europe (CEPE). La Concorde de Leuenberg de 1973 a scellé la communion de chaire et de sainte-cène. Dans le canton de Berne, un contrat conclu en 1997 précise leurs relations réciproques. Il y est stipulé que l'Eglise réformée «reconnait l'Eglise luthérienne comme une Eglise autonome, liée à elle de par sa nature» (art. 1). L'Eglise luthérienne recommande à ses membres de demander aussi l'appartenance à l'Eglise réformée (art. 2). Le contrat prévoit notamment que les paroisses réformées fournissent une contribution à l'Eglise luthérienne de Berne. Cette contribution peut être calculée selon le nombre des personnes qui, dans la paroisse, sont à la fois réformées évangéliques et luthériennes évangéliques, ou convenue sous forme de «sommés forfaitaires adéquates». En raison de l'autonomie paroissiale, le contrat ne s'applique que dans les paroisses où sa signature a été décidée par l'organe compétent (art. 5).

Les communes politiques n'indiquent dans leur registre des habitants que l'appartenance à une Eglise nationale ou à la communauté juive. L'appartenance à l'Eglise luthérienne évangélique n'y est pas spécifiée. Il est donc difficile pour cette dernière de tenir une liste de ses membres. C'est la raison pour laquelle le contrat prévoit que les paroisses réformées évangéliques signalent aussi à l'Eglise luthérienne de Berne les mutations des paroissiens membres des deux Eglises, sous réserve des cas où les membres concernés ont interdit ces annonces en demandant un blocage des données.

Le Conseil synodal invite les paroisses à assumer la responsabilité du contrat de 1997 (art. 4, al. 2). Nous entretenons des liens étroits et amicaux avec l'Eglise luthérienne évangélique de Berne. Le fait que ses membres appartiennent également à notre Eglise est une précieuse avancée dans la collaboration intraprotestante.

Le contrat du 10 novembre 1997 entre l'Eglise évangélique réformée du canton de Berne et l'Eglise évangélique luthérienne de Berne peut être consulté dans le Recueil de la législation de l'Eglise (RLE), sous le numéro 91.710.

Kirchliche Bibliotheken



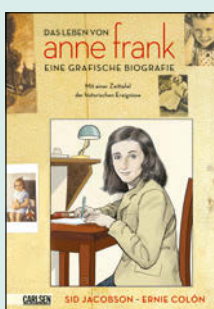
Wer langsam geht, kommt weit
Afrikanische Sprichwörter
aus dem Alltagsleben

Hans Knöpfli

Herausgeberin: Stiftung Grasland
 Kamerun, 2017
 ISBN 978-3-905817-85-0

Hans Knöpfli lebte fast 40 Jahre als Pfarrer und Handwerker in Kamerun, im Auftrag der Basler Mission. Sprichwörter sind in der afrikanischen Kultur lebendig und spielen im Alltag eine wegweisende Rolle. Hans Knöpfli's Sammlung eröffnet uns einen Zugang zu afrikanischen Kulturen. Manche Sprichwörter kommen uns bekannt vor (Die Hand, die gibt, empfängt). Andere zeigen die uns fremde Denkweise auf (Die Frau ist eine Blume im Garten, ihr Mann ist der Zaun um ihn).

Viele dieser Lebensweisheiten enthalten Wohltuendes und Hoffnungsvolles. Andere mahnen zur Besinnung oder machen Mut zur Nachahmung. Das Büchlein ist eine Fundgrube, wenn es um ethische Themen geht. Dass der Autor die Sprichwörter nach Themen geordnet hat, ist eine grosse Hilfe.



Das Leben von Anne Frank
Eine Biografie
Mit einer Zeittafel der
historischen Ereignisse

Sid Jacobson / Ernie Colòn

Comic
 Carlsen, 2018
 ISBN 978-3-551-71387-2

In Zusammenarbeit mit dem Anne-Frank-Haus in Amsterdam haben Sid Jacobson und Ernie Colòn die erste grafische Biografie von Anne Frank geschaffen. Zwar kommt Annes Gefühlswelt nicht so intensiv zum Ausdruck wie in ihrem Tagebuch, dafür bietet das Buch eine gelungene Mischung aus politischen Ereignissen, dem Alltag der Franks und dem gesamten Leben Annes bis über ihren Tod hinaus. Grafisch betrachtet ist das Buch grossartig. Selbst kleinste Details sind gekonnt und realitätsgetreu dargestellt. Die Zeichnungen machen die Geschichte greifbar und erwecken sie mehr zum Leben als ein reiner Text. Es ist, als würde man ein Foto betrachten, nur dass etwas mehr Distanz bleibt. Einmal mehr berührt Annes Schicksal, regt zum Nachdenken an und motiviert, sich für Verständigung und Frieden einzusetzen.

Die hier aufgeführten Medien können bei den kirchlichen Bibliotheken bezogen werden:

www.kirchliche-bibliotheken.ch

Médiathèque CRÉDOC



Le maître est l'enfant

Baden: Dans le sens de la vie,
 2018

Un film d'Alexandre Mourot;
avec la voix d'Anny Duperey

1 DVD (film 100 min.,
 bonus 126 min.)

Alexandre Mourot, réalisateur et jeune père, regarde sa fille faire sa propre expérience du monde. S'interrogeant sur sa scolarisation prochaine, il décide d'aller tourner dans une classe d'enfants de 3 à 6 ans de la plus ancienne école Montessori de France. Dans une salle accueillante, avec des fleurs, des fruits, beaucoup de matériel, Alexandre rencontre des enfants libres de leurs mouvements et de leurs activités, qui travaillent seuls ou à plusieurs dans une ambiance étonnamment calme. Le maître est très discret. Chacun lit, fait du pain et des divisions, rit ou dort en classe. Pendant une année, le réalisateur filme la mise en œuvre de cette pédagogie de l'autonomie et de l'estime de soi que Maria Montessori voyait, en pleine fureur de la première moitié du XX^e siècle, comme la promesse d'une société nouvelle de paix et de liberté.



Quand le christianisme
fait son cinéma

Bruno de Seguins Pazzis

Paris: Ed. du Cerf, 2018 –
 502 pages

Ce livre est un ouvrage référence où l'auteur trace un tableau exceptionnel des relations entre le septième art et les religions chrétiennes. De Jérusalem au Vatican, en passant par Jésus, Marie, les saints, les anges, l'enfer ou encore le paradis, c'est plus de 1200 films qui sont ici répertoriés et commentés. Chacun des 13 chapitres correspond à un thème particulier avec analyse des films, depuis les origines du cinéma jusqu'à 2017. L'intérêt fondamental de cet ouvrage est l'abondance de l'information qu'il fournit et qui passionnera sans aucun doute les cinéphiles et tous ceux plus particulièrement qui s'intéressent aux relations entre culture et spiritualité. Je vous le dis, voici la Bible du cinéma.

Les médias présentés dans cette rubrique peuvent être empruntés au Centre de recherche et de documentation CRÉDOC à la médiathèque du Centre interrégional de perfectionnement (CIP) à Tramelan:

www.cip-tramelan.ch > **mediatheque**

SYNODE PROTESTANT
PROTESTANTISCHE SYNODE

